

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Le mouvement contre la loi travail

LA LOI-TRAVAIL
EST UNE VRAIE GATTAZ-TROPHE

ON PEUT P
ET BAISS E

- **Quand le gouvernement asphyxie les collectivités locales pour servir la finance**
- **Le rôle des banques centrales dans la crise**
- **Brésil: le Parti des travailleurs usé au service de la bourgeoisie**
- **Égypte: la répression ne fait pas taire la contestation**
- **Allemagne: l'extrême droite exploite la tragédie des migrants**
- **Bolloré: itinéraire d'un capitaliste français**

Au sommaire de ce numéro

Le mouvement contre la loi travail	1
Quand le gouvernement asphyxie les collectivités locales pour servir la finance	9
Le rôle des banques centrales dans la crise	15
Bésil: le Parti des travailleurs usé au service de la bourgeoisie	21
Égypte: la répression ne fait pas taire la contestation	27
Allemagne: l'extrême droite exploite la tragédie des migrants	33
Bolloré: itinéraire d'un capitaliste français	39

Abonnements

Pour un an

- France, Outre-mer 15 €
- Outre-mer, par avion 17 €
- Union européenne de l'ouest et Suisse 21 €
- Amérique du Nord, Proche et Moyen-Orient, Asie 22 €
- Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie 24 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 24 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR



Correspondance

Lutte ouvrière BP 233 -
75865 Paris Cedex 18

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union

communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail

contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

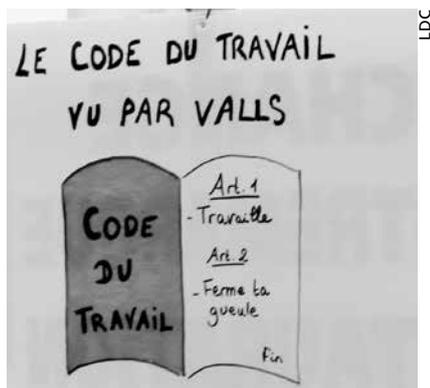
Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Le mouvement contre la loi travail

En laissant dévoiler par la presse, le 17 février, les grandes lignes de la loi réformant le Code du travail, Myriam El Khomri espérait lancer sa campagne de communication avant la présentation officielle lors du Conseil des ministres. De son côté, cultivant son personnage d'homme d'État prêt à «réformer» coûte que coûte le pays, Manuel Valls a brandi, dès les premiers grincements de dents de sa majorité parlementaire, la menace de recourir à l'article 49-3.

Il aura dû ravalé sa morgue car ce énième projet de loi anti-ouvrière aura déclenché la première mobilisation d'une certaine ampleur depuis que Hollande s'est installé à l'Élysée. Ce mouvement, même limité, se poursuit sous diverses formes au moment où nous écrivons, une journée de grèves et de manifestations étant en préparation pour le 28 avril.

Si le projet de loi El Khomri a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, il n'est pas la première attaque contre les travailleurs depuis 2012. Il est en réalité le point d'orgue d'une série de lois détricotant les droits des salariés et permettant au patronat d'aggraver leur exploitation. Cette loi travail généralise l'accord national interprofessionnel (ANI) qui rendait possible l'allongement du temps de travail ou le blocage des salaires sous couvert de la signature d'un «contrat de compétitivité». Elle prolonge et approfondit les lois Macron puis Rebsamen qui assouplissaient de multiples règles relatives au travail du dimanche, aux prérogatives des tribunaux des prud'hommes, à la médecine du travail, etc.

La loi travail résulte d'une longue campagne menée mé-

thodiquement par le patronat contre ce qu'il appelle les «rigidités» du Code du travail, autrement dit pour faire tomber une à une les barrières légales qui limitent, un peu, l'exploitation et encadrent les licenciements. Cette campagne fut ponctuée par le rapport Badinter, caution morale du Parti socialiste, qui proposait de ramener ce code à quelques grands principes aussi flous que généraux, puis par la publication du rapport Combrexelle. Ce haut fonctionnaire du ministère du Travail, ex-directeur du Travail de l'époque Sarkozy, proposait de remplacer la loi par des accords d'entreprises pour définir les conditions de travail, les salaires et l'emploi. Il introduisait l'une des idées les plus néfastes de la loi El Khomri, «l'inversion des normes», qui permet aux patrons, à l'échelle d'une entreprise, d'appliquer des règles moins protectrices que la loi.

Le gouvernement avançait donc à visage découvert. Dès la rentrée de septembre, Hollande déclarait son intention d'«adapter le travail à la réalité des entreprises». Les recommandations de Combrexelle à peine formulées, Hollande voulut les mettre en œuvre à marche forcée, modifiant par

exemple l'ordre du jour de la 4^e conférence sociale, le 19 octobre dernier. Il déclara ce jour-là qu'il voulait «alléger les contraintes qui pèsent sur les entreprises en matière de Code du travail, afin de relancer la compétitivité». Hollande ajouta: «L'idée du gouvernement est d'aller plus vite que ne le prévoit le rapport Combrexelle sur certains sujets.»

L'INERTIE COMPLICE DES CONFÉDÉRATIONS SYNDICALES

Autant dire que les confédérations syndicales n'ont pas été prises par surprise et qu'elles eurent de longs mois pour préparer l'opinion publique ouvrière et organiser la riposte aux attaques massives qui s'annonçaient. Non seulement elles n'en firent rien, mais elles contribuèrent à obscurcir la conscience des travailleurs. Lors de la publication du rapport Combrexelle, Laurent Berger se félicita qu'il «reprenne l'analyse de la CFDT» en envisageant de «construire des normes au plus près du lieu où les droits vont s'exercer». Si la CGT, de son côté, dénonça ces dérogations à la règle générale



La manifestation contre la loi travail, le 9 mars 2016, place de la République à Paris.

en soulignant que « salariés et employeurs ne sont pas à égalité dans l'entreprise », elle s'employa à convaincre le gouvernement qu'il faisait fausse route, entretenant l'illusion que celui-ci se trompait et pourrait mener une autre politique.

Quand, quatre mois plus tard, les détails du projet de loi El Khomri ont été rendus publics, les confédérations ont, un peu, haussé le ton. Mais ce qu'elles reprochaient le plus au gouvernement, c'était de ne pas les avoir consultées. Comme le déplorait Philippe Martinez, secrétaire confédéral de la CGT : « Nous n'avons vu la ministre que deux heures et avons pris connaissance du texte dans la presse. » Réel dépit ou partition convenue à l'avance, même la CFDT se sentit obligée de se démarquer de ce projet. Ainsi, neuf syndicats, six de salariés et trois d'étudiants ou de lycéens, accouchèrent d'une déclaration commune le 23 février. Mais cette déclaration commune indiquait seulement

que « les organisations syndicales ne sont pas satisfaites de ce projet » et n'envisageait pas le moindre appel à la grève. Il fallut une nouvelle réunion, une semaine plus tard, pour que six syndicats appellent à une journée de grève fixée... à l'horizon du 31 mars. Autant dire que les confédérations, dont la CGT, ne brillaient pas par l'envie d'impulser une riposte immédiate et déterminée du monde du travail. Même Martine Aubry, toute à ses rivalités à l'intérieur du PS, dénonça le projet de loi travail avec plus de virulence que Philippe Martinez !

LA LOI EL KHOMRI CRISTALLISE LA COLÈRE

En dépit de cette mollesse des directions syndicales, l'annonce du projet de loi suscita une certaine effervescence au sein du monde du travail, dans des secteurs et des milieux variés, ainsi que parmi une fraction de la jeunesse inquiète par

l'avenir de précarité qu'on lui promet. Dans beaucoup d'entreprises, des petites comme des plus grosses, à la production comme dans les bureaux, et même parmi les cadres, des discussions eurent lieu autour de cette loi, et pas seulement à l'initiative des militants syndicaux. Pour de nombreux travailleurs, en cherchant à imposer ce que Sarkozy lui-même n'avait pas osé, Hollande prenait la mesure de trop. Cette loi apparaissait pour ce qu'elle est : une déclaration de guerre contre les salariés. S'ils avaient largement perdu leurs illusions depuis 2012, ces travailleurs, et parmi eux les militants syndicaux, avaient aussi perdu le moral. Cette nouvelle attaque ranima la combativité de nombreuses équipes militantes et leur donna l'envie de mobiliser leurs camarades de travail.

L'agitation contre la loi prit des canaux variés. La pétition en ligne lancée par la militante féministe, longtemps membre du Parti socialiste, Caroline

de Haas eut un succès foudroyant, largement relayé par les médias. Elle contribua à entretenir un climat de rejet de cette loi. C'est ce milieu, celui des frondeurs du PS, celui qui sympathise avec le Front de gauche, ainsi que les syndicats étudiants et lycéens qui lancèrent les premiers un appel à manifester le 9 mars, jour initialement prévu pour présenter la loi en Conseil des ministres. Pressée par ses organisations de base, la confédération CGT – ainsi que FO et SUD – s'y est finalement ralliée. Depuis longtemps, la plupart des syndicats de la SNCF appelaient à une journée de grève, le même jour, contre la mise en place d'une nouvelle réglementation du travail dans la branche ferroviaire qui entend décliner pour le rail, les mêmes reculs que le code général du travail. Toutes ses initiatives, prises isolément par des appareils ou des groupes ayant chacun leurs petits calculs et leurs arrière-pensées, aboutirent malgré tout à créer une dynamique pour faire du 9 mars une première journée test contre la loi.

Les manifestations du 9 mars furent un succès. Entre 250 000 et 400 000 manifestants défilèrent dans près de 150 villes. Ces cortèges, qui mêlaient la jeunesse des lycées et des facs avec de fortes délégations de militants et de travailleurs, de la SNCF, du public et du privé, donnèrent le moral à ceux y participèrent. Il n'y avait pas eu de tels cortèges depuis longtemps et pour beaucoup, cette première journée appelait une suite. Dans diverses entreprises, malgré l'ambiguïté de l'appel confédéral, les syndicats locaux avaient appelé à des débrayages qui furent parfois suivis au-delà du milieu habituel.

Entre-temps, qu'il ait pris la mesure de la contestation ou qu'il ait déroulé un scénario écrit d'avance avec les directions syndicales les plus com-

plaisantes, le gouvernement annonça des rencontres avec celles-ci pour écouter leurs doléances et reporta la présentation de la loi au 14 mars. Valls recula sur quelques points, parmi lesquels le barème impératif plafonnant les indemnités susceptibles d'être accordées par les Prud'hommes en cas de licenciement abusif et la possibilité pour les patrons des PME d'instaurer unilatéralement le forfait jour pour tous les salariés. Ce petit jeu convenu permit à la CFDT et à l'UNSA, pour les salariés, à la Fage pour les étudiants, de trouver la loi travail « acceptable » et même d'y voir « des améliorations sensibles pour les travailleurs ».

Ce retournement plus que prévisible de ces deux centrales, ponctué par quelques cris de Gattaz s'inquiétant des reculs de Valls, permit d'alimenter la campagne médiatique rabâchant que la nouvelle mouture de la loi était désormais équilibrée et acceptable. La question était de savoir si cela allait enrayer la contestation. Si, pour la première fois depuis l'arrivée de Hollande au pouvoir, une partie du milieu militant retrouvait l'envie d'agir, est-ce que les travailleurs, eux, allaient relever la tête, répondre aux appels à faire grève et à rendre les coups ? Cette question, tout le monde, des ministres aux dirigeants politiques en passant par les directions confédérales, se la posait.

LE DÉBUT D'UN MOUVEMENT

Après le succès du 9 mars, les confédérations ont repris à leur compte l'organisation de la riposte. En ayant fixé la date lointaine du 31 mars, elles avaient donné, presque malgré elles, un objectif aux militants. Qu'ils aient ou pas manifesté le 9 mars, les travailleurs disposaient d'une nouvelle échéance

pour montrer leur opposition à cette loi. Un peu partout les équipes militantes eurent envie de mobiliser leurs collègues de travail. Ce regain de combativité fut très variable d'une entreprise à l'autre, d'une union locale ou départementale à l'autre, mais il y a eu un peu partout des diffusions de tracts, des tournées militantes, etc. Les militants étaient d'autant plus motivés à recommencer ce travail élémentaire qu'ils rencontreraient enfin, parmi leurs camarades de travail, autre chose que du fatalisme, ce sentiment selon lequel « on ne peut pas les faire reculer », fruit des années d'absence de luttes collectives victorieuses face aux attaques incessantes contre les travailleurs. Pour la première fois depuis l'arrivée de Hollande au pouvoir, une partie du milieu militant avait retrouvé le moral et l'envie de réagir. Cela rompait avec l'ambiance générale réactionnaire marquée depuis des mois par la progression électorale du Front national et les attentats. Et c'est déjà un point positif de ce mouvement.

Sans en faire réellement leur affaire, les confédérations se joignirent aux appels des organisations de jeunesse à manifester le 17 puis le 24 mars. Ces manifestations dans plus d'une centaine de villes, certes modestes, contribuèrent à la préparation du 31 mars. Les confédérations dites contestataires – même si elles n'avaient rien contesté depuis l'arrivée de Hollande au pouvoir – pouvaient d'autant plus accompagner le mouvement qu'il n'était ni massif ni explosif et qu'elles en gardaient l'entière maîtrise. Ce mouvement naissant, dont tous les appareils, qu'ils soient politiques ou syndicaux, scrutaient de près l'évolution, était une occasion pour les confédérations de redorer leur blason et de montrer au gouvernement qu'il ne peut ni les ignorer ni les mépriser comme il le faisait depuis des mois et même des

années. À la veille du congrès confédéral de la CGT, Philippe Martinez, secrétaire général mal élu lors de l'exfiltration de Thierry Lepaon, pouvait montrer à tous les militants que la centrale n'hésitait pas à s'opposer au gouvernement Hollande, sans pour autant mettre tout son poids pour impulser un véritable mouvement de grève reconductible. Aucune fraction significative de travailleurs, à l'échelle d'un secteur ou d'une branche, ne semblant prête à s'engager dans une véritable grève reconductible, cette attitude mi-figue mi-raisin n'a pas provoqué de remous au sein de la centrale.

UNE MINORITÉ RELEVÉ LA TÊTE

Le 31 mars la grève fut un indéniable succès. Entre 500 000 et 1 million de personnes, dans 260 villes, parfois toutes petites, manifestèrent ce jour-là, deux fois plus que le 9 mars. Si la jeunesse scolarisée était souvent en tête des cortèges, exprimant avec ses pancartes, ses slogans et son envie d'en découdre, sa révolte devant la perspective d'une vie de précarité, l'essentiel des cortèges était composé de salariés venus du privé comme du public, de grandes entreprises comme de plus petites. Il faut ajouter tous ceux qui débrayèrent quelques heures ou toute la journée, sans forcément venir manifester. La mobilisation entraîna ce jour-là des travailleurs qui n'avaient ni manifesté ni fait grève depuis longtemps, voire jamais. Les grandes manœuvres du gouvernement avec la complicité de certaines directions syndicales, largement relayées par les médias, sur la « réécriture de la loi » par Valls avaient fait long feu.

Les organisations syndicales ne firent pas du 31 mars un baroud d'honneur. Avant même cette journée, elles avaient évo-

qué deux nouvelles dates, le 5 avril derrière les organisations de jeunesse et le samedi 9 avril. Appeler les travailleurs à se mobiliser un samedi était un pari plus qu'une diversion. D'un côté, en permettant de se joindre au mouvement tous ceux qui ne se sentaient pas en situation de faire grève, en particulier parmi les travailleurs isolés, ceux des petites entreprises, c'était un moyen d'élargir la mobilisation à de nouvelles fractions du monde du travail. De l'autre côté, les manifestations du samedi rendent plus difficile les départs collectifs depuis les entreprises ou les zones industrielles. Elles individualisent davantage la participation. Certains travailleurs ont évoqué la violence policière au cours des manifestations pour renoncer à venir en famille, ce qui était en soi un indicateur des limites de leur détermination. En outre, le 9 avril, les vacances scolaires avaient commencé dans certaines zones.

Si des dizaines de milliers de salariés, d'étudiants et de lycéens sont redescendus dans la rue ce jour-là, ils furent moins nombreux que le 31 mars et même un peu moins que le 9 mars. Le mouvement se poursuivait mais il ne s'approfondissait pas et n'entraînait pas de nouveaux contingents, ni dans la jeunesse ni parmi les travailleurs.

LE MOUVEMENT DANS LA JEUNESSE

Depuis le début, médias et gouvernement insistent sur le mouvement dans la jeunesse, ce qui est une façon de minimiser l'importance de la mobilisation parmi les travailleurs, socialement et politiquement plus inquiétante si elle prenait de l'ampleur. À plusieurs reprises, le gouvernement a tenté d'enfoncer, sans grand succès, un coin entre les jeunes

et les salariés, en particulier en satisfaisant quelques-unes des revendications avancées par l'Unef, un syndicat historiquement proche du Parti socialiste, même s'il exprime actuellement les positions des frondeurs et autres déçus du tandem Valls-Hollande.

Une fraction minoritaire mais déterminée de la jeunesse scolarisée s'est mobilisée immédiatement contre la loi El Khomri. Dans les universités, des militants des syndicats étudiants de l'Unef ou de Solidaires Étudiant-e-s, des militants politiques de la JC ou de l'UEC, des groupes anarchistes ou de l'extrême gauche ont pris l'initiative d'organiser des assemblées générales (AG), des tournées d'amphithéâtres, des blocus plus ou moins filtrants pour mobiliser les étudiants. À quelques rares exceptions, les AG n'ont jamais rassemblé au-delà de quelques centaines d'étudiants, même s'ils étaient bien plus nombreux à venir aux multiples manifestations du mois de mars.

La mobilisation a démarré simultanément dans les lycées, y compris dans certains lycées professionnels. Outre les manifestations, cette mobilisation a pris la forme des blocages, filtrants ou pas, qui ont touché, selon les jours quelque 200 lycées, d'assemblées générales, avec ou sans l'accord de l'administration, pour discuter de cette loi et des moyens de la combattre. Un aspect notable de cette mobilisation lycéenne, est qu'elle entraîne parfois des très jeunes, qui ont compris que l'avenir que leur propose cette société est fait de précarité et de flexibilité, ce que résumait le slogan « *Loi El Khomri, vie pourrie* ». Sans avoir été eux-mêmes confrontés à l'exploitation, les plus mobilisés ont bien compris que cette loi est rédigée par et pour le patronat comme l'exprimait la banderole « *Séparation du Medef et de l'État* ».



Des jeunes contre la loi El Khomri dans la manifestation du 17 mars 2016.

Un autre aspect qui fait discuter et réfléchir les lycéens, c'est l'attitude à adopter face aux violences policières. Dans de nombreuses villes, la police a eu la main très lourde, dispersant sans ménagement les cortèges avant même qu'ils ne sortent des limites strictement autorisées. Les images du policier frappant au visage un lycéen de quinze ans déjà maîtrisé ont choqué. Elles ne cadraient pas avec l'image, encore fraîche, des manifestants offrant des fleurs à la police après les attentats de l'an dernier à Paris ! Si certains lycéens ont incontestablement été refroidis par cette brutalité, d'autres en ont tiré la conclusion qu'il fallait protéger leur cortège, empêcher les casseurs ou les provocateurs de s'abriter parmi eux. Une autre fraction, y compris parmi les très jeunes, a eu envie d'en découdre avec la police et n'a cessé de regarder avec sympathie la mouvance dite « autonome » pour qui le summum du radicalisme po-

litique consiste à casser des vitrines d'agences bancaires ou à s'affronter avec la police. La compréhension, sinon la complaisance, à l'égard de ce type d'actions est une autre caractéristique du mouvement dans la jeunesse.

Quelle que soit l'évolution de ce mouvement, plusieurs dizaines de milliers de lycéens, une nouvelle génération, se politisent, découvrent le rôle de la police, les manœuvres des gouvernements, les tergiversations et les retournements des directions syndicales.

NUIT DEBOUT ET SES LIMITES

Depuis début avril les projecteurs des médias sont braqués sur Nuit debout, ce rassemblement-forum quotidien, qui se tient sur la place de la République à Paris, imité depuis dans plusieurs villes de province, en en faisant avec une bonne dose d'exagéra-

tion un élément phare de la mobilisation. Nuit debout, qui rassemble selon les jours de quelques centaines à quelques milliers de participants dans tout le pays, est un produit du mouvement et contribue, à sa façon, à maintenir l'agitation contre la loi El Khomri et contre la politique du gouvernement. Ceux des participants, en particulier les plus jeunes, qui s'éveillent à la politique et expriment sur cette place leur révolte face aux multiples barbaries et injustices de la société et rêvent de construire un monde meilleur, suscitent de la sympathie. La façon dont les responsables politiques, du Parti socialiste au Front national, s'en sont violemment démarqués en exigeant pour certains l'évacuation physique de la place, renforce cette sympathie. Mais sympathie et solidarité ne doivent pas cacher les limites de ces Nuits debout.

Les participants à ces forums proviennent de la petite bourgeoisie intellectuelle, plus ou

moins précaire. Ce n'est pas une critique mais un constat fait par certains des initiateurs eux-mêmes, comme le cinéaste François Ruffin, auteur du film *Merci patron!*, ou Frédéric Lordon, économiste altermondialiste, qui répètent: «*Il faut nous méfier de notre entre-soi.*» Mais en organisant ces forums le soir, en plein centre de Paris, il faut une certaine cécité sociale pour s'étonner que Nuit debout écarte tous ceux qui se lèvent tôt le matin, pour rejoindre leurs usines ou leurs bureaux, après des heures de transport depuis leur banlieue, autrement dit l'immense majorité des travailleurs!

Cette composition sociale se reflète inévitablement dans les débats et les objectifs affichés du mouvement. Outre l'hétérogénéité de leurs préoccupations, qui vont de la dictature de la finance sur l'économie à la façon optimale de manger bio, les participants sont très sensibles à la forme des débats dans laquelle la parole est censée être libre, avec des temps de parole strictement limités pour tous et des prises de position dites horizontales. Sous prétexte d'une démocratie «directe et participative», il est de mise, sur la place de la République, de rejeter toute forme d'organisation politique, trop verticale à leurs yeux. Les participants affirment vouloir lancer «*un nouveau mouvement démocratique, en dehors de tout parti et de toute organisation*».

Accessoirement, cet apolitisme est d'une immense naïveté et permet à des intellectuels très politisés, comme Frédéric Lordon, partisan de la sortie de l'euro et défenseur de la «souveraineté nationale», ou des militants politiques de diverses tendances, comme Aline Paillet, ex-députée du PCF qui n'a pas eu peur d'écrire «*Je déteste les appareils qui arrêtent toujours les mouvements*», d'être à

la manœuvre.

Plus fondamentalement, le rejet des partis politiques qui défendent, élections après élections, le «système» et la pérennité de l'ordre social ne peut être fécond que s'il conduit à comprendre les ressorts de la société de classes dans laquelle nous vivons. «*L'oligarchie financière et politique*» que dénoncent volontiers les participants à Nuit debout, autrement dit la bourgeoisie capitaliste, ne bavarde pas sur la démocratie directe supposée affaiblir l'État! Elle dispose justement, dans chaque pays, d'un appareil d'État c'est-à-dire d'une justice, d'une armée, d'une police pour protéger sa propriété privée, pour condamner et réprimer ceux qui contestent l'exploitation, son ordre social, pour lui garantir l'accès aux matières premières ou l'exclusivité sur tel ou tel marché.

Pour construire un monde meilleur, il ne suffira pas de le rêver sur une place, fut-elle noire de monde, il ne suffira pas d'inventer une «démocratie directe et horizontale», il faudra renverser la dictature du capital. Or cette dictature repose sur l'exploitation des travailleurs et des opprimés. Pour la renverser, il faut que les opprimés prennent conscience qu'ils représentent une force sociale, une puissance collective avec des intérêts politiques opposés à ceux des capitalistes.

Quand une fraction significative de la classe ouvrière redressera la tête et retrouvera le chemin des luttes, que ce soit pour s'opposer à la loi El Khomri ou à une prochaine attaque qui tombera inévitablement, il serait dramatique qu'elle se laisse fourvoyer derrière une mouvance qui érige l'apolitisme en vertu supérieure. La classe ouvrière, par son nombre, par son rôle déterminant à tous les niveaux de la production ou de la distribution

des richesses, est la seule classe sociale à pouvoir renverser la dictature du capital. Elle doit prendre la tête de ce combat sans se laisser illusionner par les bavardages stériles dans une certaine petite bourgeoisie même bien intentionnée.

Et si Nuit debout durait et prenait de l'ampleur c'est ce qui pourrait se passer. Certains voient déjà en elle une direction potentielle du mouvement. C'est ce que développe par exemple une tribune libre publiée sur le site du NPA et intitulée sans rire «*Faire briller les pierres précieuses*». On peut y lire: «*Nuit Debout commence à représenter potentiellement une direction alternative à celle des directions syndicales qui reculent devant la perspective d'un mouvement qui se met à leur échapper et d'une confrontation totale avec le gouvernement.*» Cette tribune n'engage peut-être que son auteur, mais elle est significative des raisonnements de ceux qui s'extasiaient avec lyrisme devant Nuit debout.

Si, dans le mouvement actuel ou dans un prochain, la combativité des travailleurs augmentait au point de dépasser les limites acceptables par les directions syndicales, la question de se doter d'une direction alternative devra évidemment se poser. Mais une telle direction devra être l'émanation des grévistes et des assemblées de grévistes, élue, reconnue et contrôlée par elles, à l'échelle locale comme à l'échelle nationale. C'est au niveau d'une entreprise, d'un secteur géographique, d'une zone industrielle avant de le faire au niveau d'une ville, que les travailleurs peuvent s'organiser démocratiquement. C'est à cette échelle qu'ils se connaissent et peuvent vérifier la pertinence et l'efficacité des idées ou des actions avancées par les uns et les autres.

LES TRAVAILLEURS DOIVENT CONSTRUIRE LEUR PARTI POLITIQUE

Que le mouvement en cours retrouve un second souffle et soit en mesure d'obtenir le retrait de la loi El Khomri ou qu'il n'y parvienne pas, il faut que la fraction de la jeunesse qui s'est éveillée à la politique et la fraction des travailleurs qui a relevé la tête puissent en tirer une leçon politique, une compréhension des mécanismes et des rapports de classes qui régissent la société. Ce serait un gage pour l'avenir, et le rôle des militants communistes révolutionnaires est de leur permettre de faire cet apprentissage.

La principale leçon, c'est que la guerre de classe que mènent le patronat et la bourgeoisie contre les exploités est une guerre sans répit ni merci qui continuera tant que les travailleurs ne leur auront pas arraché et le pouvoir et le contrôle sur les moyens de production. La crise économique rend plus impitoyable encore la lutte de classe. Aggraver l'exploitation, baisser les salaires, affaiblir les capacités de résistance collective ne sont pas des options politiques, ce sont des exigences

vitales pour le patronat. Dans ce combat, qui n'est ni une fête ni un immense rêve, les capitalistes disposent de multiples partis, de multiples équipes de politiciens de rechange dès que l'une d'elle est usée. Les exemples grec et espagnol démontrent que, lorsque les partis traditionnels sont rejetés par les électeurs, des partis qui prétendent « faire de la politique autrement » et savent surfer sur le rejet des premiers prennent le relais pour mener au pouvoir la politique exigée par les banquiers et les grands patrons.

Pour défendre leurs intérêts, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur force collective et sur leur capacité à s'organiser. La mobilisation en cours le montre: même les petits reculs concédés par le gouvernement, aussi dérisoires soient-ils, l'ont été à partir du moment où il a craint une réaction collective contagieuse. Mais pour que chaque combat partiel soit poussé à son maximum, pour que chaque grève soit « l'école de guerre des travailleurs », selon la vieille expression de Engels, ces derniers doivent se doter d'un parti qui exprime

leurs intérêts politiques au quotidien, qui vise à ce que chaque lutte, petite ou grande, locale ou générale, permette de modifier le rapport de force, de faire progresser la conscience de classe du plus grand nombre.

Le mouvement actuel a réactivé divers partis ou personnalités politiques qui, chacun dans son registre, cherchent à profiter du petit sursaut dans la jeunesse ou parmi les salariés pour se renforcer, avec en ligne de mire les prochaines échéances électorales. C'est ce qui caractérise tous les mouvements d'une certaine ampleur. Ce sursaut doit aussi permettre aux militants communistes révolutionnaires de s'exprimer et de défendre une perspective politique correspondant aux intérêts de la classe ouvrière. Leur tâche est justement de convaincre le plus grand nombre de jeunes et de travailleurs qu'on ne changera la société ni en reconstruisant une chimérique « vraie gauche », ni en rejetant la politique en général mais en s'attelant à construire un parti des opprimés qui se donne pour but le renversement du capitalisme par une révolution sociale.

20 avril 2016



La lutte contre la loi travail permet à bien des manifestants de prendre conscience d'autres enjeux.



Chaussée dégradée : la baisse des dotations a provoqué une dégringolade de l'investissement local, notamment de celui consacré à la réparation des routes et des rues.



Quand le gouvernement asphyxie les collectivités locales pour servir la finance

Le gouvernement, fin mars, vient encore de confirmer qu'il comptait aller jusqu'au bout de son plan de réduction des dotations aux collectivités territoriales. C'est une des innombrables conséquences de la politique consistant à arroser le patronat avec de l'argent public.

C'est il y a deux ans et demi, en octobre 2014, que le gouvernement a annoncé qu'il engageait une réduction drastique des dotations aux collectivités territoriales, en la baptisant hypocritement « *participation des collectivités à l'effort de diminution du déficit public* ». Un plan triennal était alors annoncé, avec, pour chacune des trois années 2015, 2016 et 2017, une diminution de 3,67 milliards de la somme que l'État verse forfaitairement aux collectivités, après une première baisse de 1,5 milliard en 2014.

QUI EST TOUCHÉ ?

Le terme de collectivités territoriales désigne des réalités très différentes. Si l'on se représente l'ensemble des administrations publiques comme une pyramide, avec l'État au sommet, les collectivités territoriales représentent tous les niveaux qui sont au-dessous : régions, départements, communes. Les intercommunalités (communautés de communes, communautés d'agglomérations, métropoles...) ne sont pas considérées comme des collectivités territoriales.

Ce sont les trois niveaux de collectivités qui sont frappés par la baisse des dotations,

bien qu'inégalement : moins 2 milliards par an pour les communes, moins 1,15 milliard pour les départements, et moins 450 millions pour les régions.

Contrairement à ce qui est souvent dit – de façon orientée – ces sommes ne sont pas des « aides » de l'État aux collectivités, pas plus qu'on ne pourrait dire que le budget de l'Éducation nationale est une « aide » de l'État aux enseignants. En réalité, à travers le processus de décentralisation qui s'opère depuis plusieurs décennies, un nombre sans cesse croissant de compétences est confié aux collectivités territoriales. Une partie du budget de l'État est consacrée à payer l'exercice de ces compétences : c'est ce que l'on appelle la DGF (la dotation globale de fonctionnement). Elle représente la somme que l'État verse annuellement aux collectivités pour leur permettre d'exercer leurs compétences : qu'il s'agisse de payer les fonctionnaires territoriaux, de faire fonctionner les transports, les crèches, les écoles, etc. Il s'agit évidemment de sommes importantes : en 2015, par exemple, la DGF s'est élevée (tous niveaux de collectivités confondus) à quelque 36 milliards d'euros. Ces dotations sont ensuite réparties entre toutes les collectivités selon des critères

extrêmement complexes, tellement complexes que même les experts n'y comprennent pas grand-chose, selon des équations mathématiques qui prennent en compte la population, le revenu fiscal, et des dizaines de critères de ruralité, de position géographique, d'isolement, de climat, etc.

Les dotations de l'État ne sont bien sûr pas la seule ressource des collectivités territoriales : la deuxième est la fiscalité directe ou indirecte, c'est-à-dire les impôts et taxes locaux payés par les habitants et les entreprises... avec un bémol : depuis le gouvernement Sarkozy et la suppression de la taxe professionnelle, les entreprises contribuent bien moins qu'avant à la fiscalité locale, ce qui a amené, là encore, une baisse importante des ressources des collectivités.

DES CHIFFRES BIAISÉS ET DES ARGUMENTS HYPOCRITES

Depuis le début de ce plan triennal, le gouvernement, aussi menteur sur ce sujet que sur tous les autres, cherche à minimiser l'effort que représente la baisse des dotations en expliquant que les élus locaux peuvent bien faire « un

petit effort » – l'expression est d'un ministre – eu égard à l'état dramatique des finances publiques. Au-delà du fait, nous y reviendrons, que ce ne sont pas les élus qui vont être victimes de cet « effort » mais la population, la ponction est bien plus importante que le gouvernement voudrait le faire croire.

Le gouvernement utilise un tour de passe-passe bien connu pour camoufler l'ampleur de la baisse, se contentant de parler de 3,7 milliards par an sur une dotation de plus de 30 milliards, ce qui peut paraître indolore. Mais c'est un écran de fumée : en réalité, la baisse de chaque année se cumulant à celle de l'année précédente, si l'on fait le total de tout ce que les collectivités auront perdu fin 2017, on aboutit à la somme de plus de 28 milliards d'euros en cinq ans ! Explication : la DGF était de 41,5 milliards d'euros par an en 2013. S'il n'y avait pas eu de baisse, les collectivités auraient donc touché cinq fois 41,5 milliards d'euros entre 2013 et 2017, soit 207,5 milliards. Au final, avec toutes les baisses cumulées, elles ne toucheront que 179,4 milliards, soit 28,1 milliards de moins.

Au-delà de ces tripatouillages pour tenter de faire passer la pilule, ce sont les arguments de fond utilisés par le gouvernement qui passent bien mal auprès des élus locaux. La baisse des dotations ayant pour objectif de « faire participer les collectivités à l'effort de diminution du déficit public » apparaît d'autant plus aberrante que les collectivités ne peuvent être pour rien dans la hausse du déficit public... puisqu'elles n'en ont tout simplement pas le droit. Alors que le gouvernement et les parlementaires votent année après année un budget de l'État en déficit de 70 ou 80 milliards d'euros, n'importe quel maire ou conseiller municipal sait que la Constitution interdit à une collectivité de voter un

budget en déficit ne serait-ce que d'un euro, sous peine de voir la commune passer sous tutelle du préfet.

Par ailleurs, le coup de rabet opéré par le gouvernement depuis plusieurs années sur le budget des collectivités apparaît à bien des élus particulièrement injuste dans la mesure où l'État, ces dernières années, a en même temps augmenté les charges qui pèsent sur les régions, les départements et les communes, en leur transférant des compétences pas toujours compensées ; pendant que de l'autre main il réduisait, en plus, leur capacité à engranger des recettes, notamment avec la suppression de la taxe professionnelle.

Les exemples se sont multipliés, ces dernières années, de telles charges nouvelles imposées sans contreparties suffisantes, notamment aux communes et aux départements. Pour n'en prendre qu'un seul, la réforme des rythmes scolaires à l'école primaire, avec la mise en place des activités périscolaires après la classe, qui sont non à la charge de l'Éducation nationale mais à celle des communes. Embaucher des animateurs, même quelques heures, a un prix ; et le « fonds d'aide » alloué par le gouvernement pour compenser ces dépenses n'atteint pas, selon les calculs des associations d'élus, 40 % des dépenses à couvrir.

LA VIEILLE DÉMAGOGIE ANTIFONCTIONNAIRES

Pour justifier sa politique, le gouvernement n'hésite pas plus que son prédécesseur à faire usage d'arguments aussi crasseux que réactionnaires. Tout comme la réduction drastique du budget de la Sécurité sociale est imputée aux « fraudeurs » et aux prétendus arrêts de travail abusifs, celle du budget des collectivités se-

rait rendue nécessaire par le train de vie « dépensier » des communes et, naturellement, le « manque de productivité » des fonctionnaires territoriaux, le caractère « pléthorique » de leurs effectifs, leur prétendu absentéisme systématique, sans compter le fait qu'ils ne travailleraient pas assez. Année après année, la Cour des comptes, dont il semble que la tâche soit aujourd'hui uniquement devenue de chercher des arguments pour réduire encore le service public, abreuve l'opinion de chiffres, souvent complaisamment repris par la presse. Et le gouvernement va jusqu'à convoquer en cas de besoin les plus à droite des « think tanks » (groupes de réflexion) pour matraquer sur le sujet, comme la très patronale fondation Ifrap, une annexe du Medef chargée d'« analyser les politiques publiques ». L'une des responsables de cette fondation, Agnès Verdier-Molinié, spécialiste autoproclamée des collectivités locales, est présente sur tous les plateaux de télévision quand il s'agit d'expliquer que les fonctionnaires, le service public, les communes, les départements, coûtent trop cher. Elle ne manque jamais d'y faire la publicité de l'un de ses ouvrages aux titres tous plus prometteurs les uns que les autres : *60 milliards d'économies, oui, mais tous les ans, Les fonctionnaires contre l'État*, ou, encore plus direct, *2 millions de jours de grève par an, 36 769 communes, 103 aides sociales... on va dans le mur*. Et tout récemment encore, la droite a encore mené campagne pour exiger des collectivités qu'elles fassent travailler leurs agents « au moins 35 heures ».

Les arguments de ces soi-disant experts sont évidemment fantaisistes. Les études de la Dares, organisme de statistiques pourtant gouvernemental, le prouvent chaque année : les fonctionnaires, qu'ils soient territoriaux ou non, travaillent



19 septembre 2015 : journée de mobilisation nationale des maires contre la baisse des dotations de l'État.

autant que dans le privé, voire plus dans certains secteurs, comme l'hôpital. La dernière étude de la Dares sur le temps de travail des fonctionnaires, menée auprès de 12 000 agents, montre que moins de 20 % des agents publics travaillent moins de 35 heures par semaine, tout simplement parce que ce sont souvent des temps partiels, mais que 52 % travaillent plus de 36 heures.

Il en va de même sur les effectifs prétendument pléthoriques de la fonction publique territoriale. Ne discutons même pas de l'absurdité que représente le fait de pousser des cris d'orfraie lorsque des collectivités embauchent... alors que, paraît-il, la lutte contre le chômage est la priorité du gouvernement. Certes, les effectifs de la fonction publique territoriale croissent chaque année – de 1,5 à 2 % environ, mais ces hausses d'effectif correspondent d'une part à l'augmentation des compétences dévolues aux collectivités, qu'il faut bien exercer ; et d'autre part au fait que la hausse démographique oblige assez naturellement les collectivités à embaucher pour faire face aux besoins. Les associations d'élus soulignent le fait que la popu-

lation française a augmenté de 10 % ces dix dernières années, et que cela suppose des effectifs en hausse dans les crèches, les cantines, les services sociaux, etc. Ou encore, que le gouvernement, qui ne cesse de prétendre qu'il souhaite un report des usagers de la voiture vers les transports collectifs, devrait dans ce cas se réjouir que les effectifs augmentent dans ce secteur.

Il en va de même, enfin, sur les « dépenses somptuaires » dont, selon la Cour des comptes, les collectivités seraient friandes. De quoi parle-t-on ? Une crèche, une école nouvelle, une piscine ou une salle de sport représentent-elles des dépenses nuisibles ou socialement inutiles ? Et quel symbole plus criant du caractère délirant de cette société, où le gouvernement s'offusque que les communes dépensent de l'argent pour fabriquer des écoles maternelles, mais où l'on sable le champagne quand l'État achète des chars d'assaut ?

GRANDS ET PETITS ÉLUS

Mais là encore, il est évidemment indispensable de faire la différence entre les collec-

tivités, qui ne sont certainement pas une entité homogène – pas plus que les élus locaux eux-mêmes. Parler des maires, des communes, des élus locaux en général, si cela correspond à une facilité de langage, est aussi abusif que de parler des Français en général, sans tenir compte des différences de couches et de classes sociales. Que peut-il bien y avoir en commun, à part une écharpe tricolore, entre la maire de Paris ou le président d'une région, d'un côté, et le maire d'une commune rurale de 400 habitants, de l'autre ? Les premiers bénéficient d'un cabinet pléthorique et d'un chauffeur, règnent sur des effectifs de milliers d'agents, ont un train de vie de chefs d'État et le budget qui va avec. Le second, qui représente l'immense majorité des élus locaux, est en général à peu près tout seul pour tout faire, connaît en général personnellement à peu près tous ses administrés, et se débat avec des difficultés financières que les « grands élus » n'imaginent souvent même pas.

Il ne faut pas oublier que l'écrasante majorité des communes du pays (31 500 sur un peu moins de 35 000) comptent moins de 2 000 habitants. La

moitié des communes comptent même moins de 426 habitants, selon la dernière étude de l'Insee. À l'autre bout du prisme, seules 255 communes ont plus de 30 000 habitants, et 11 plus de 200 000.

La très grande majorité des maires du pays est donc composée de maires de très petites communes, la plupart du temps salariés ou retraités, agriculteurs, ouvriers, instituteurs, infirmières, qui non seulement connaissent au travail les mêmes difficultés que le reste du monde du travail, mais y ajoutent, de surcroît, les problèmes liés à la gestion financière de communes en grandes difficultés. Naturellement, les sommes ne sont pas les mêmes quand on parle d'une grande ville ou d'une petite: ainsi Gérard Collomb, maire de Lyon, a-t-il expliqué le 13 avril que la métropole de Lyon avait perdu « 1,2 milliard d'euros de DGF en quatre ans », ce qui est évidemment considérable. Mais dans les petites communes, où le budget annuel ne dépasse pas parfois les 25 000 euros, perdre ne serait-ce que 3 000 ou 4 000 euros est bien plus grave encore.

Deux exemples tout récents illustrent le fossé qui sépare petits et grands élus. Ainsi, une récente disposition de la loi de réforme territoriale (la loi Notre) oblige les maires à toucher la totalité de leur indemnité même quand ils ne le veulent pas. On parle ici, pour les communes de moins de 500 habitants par exemple, de la somme de 646,25 euros brut par mois. Cette disposition a provoqué une véritable levée de bouclier chez les maires de petites communes, qui estiment qu'à partir du moment où ils sont salariés, ils n'ont pas besoin de cette somme, surtout au moment où le budget communal est mis à mal. Ils veulent donc le laisser à la commune... bien que la loi les en empêche à présent.

À peu près au même moment, Xavier Bertrand, le nouveau président de la région Hauts-de-France (Nord-Pas-de-Calais-Picardie), chevalier blanc du non-cumul des mandats, a démissionné de ses mandats de maire de Saint-Quentin et de député, pour ne garder que celui de président de région et de sa communauté d'agglomération. Sauf que, lorsqu'il s'est aperçu du manque à gagner financier, il s'est discrètement fait voter une augmentation de son indemnité de président d'intercommunalité... de 4 000 euros par mois.

Ces grands pontes des collectivités locales, au train – et souvent au passé – de ministres, ne se gênent pas pour prendre la parole au nom de tous les maires. Mais ils sont souvent responsables, ou l'ont été, comme parlementaires ou membres d'un gouvernement, de la déconfiture actuelle des finances locales. À commencer par le président de l'Association des maires de France, François Baroin, maire de Troyes, grand pourfendeur de la baisse des dotations aujourd'hui, et qui tente comme il peut de faire oublier qu'en son temps, ce fut un certain Baroin François, ministre du Budget, qui le premier décida de geler la DGF des collectivités.

Les maires de petites communes, bien loin de tout cela, racontent qu'ils ne sont souvent rien d'autre que les hommes et les femmes à tout faire de leur commune: dans les petites communes, comme il n'y a personne d'autre pour le faire, ce sont souvent eux qui nettoient la salle des fêtes après un mariage. Tout récemment, on a vu certains d'entre eux raconter qu'à l'occasion du passage à la télévision numérique HD, ce sont eux que les personnes âgées du village appelaient pour régler le nouveau décodeur. Et une enquête menée avant les dernières élec-

tions municipales a montré que l'énorme majorité des maires de petites communes, à la question « *Quel a été le pire moment de votre mandat ?* », répondait: « *Aller en pleine nuit sonner chez une famille pour leur apprendre la mort d'un enfant dans un accident de la route* ». Et les exemples similaires sont légion.

Ce dévouement, cette disponibilité des maires de petites communes, sont évidemment très appréciés de la population, et rendent d'autant plus choquante la volonté du gouvernement non seulement d'asphyxier financièrement les communes, mais également d'en réduire le plus possible le nombre. Ainsi, un récent rapport du Commissariat général à l'Égalité des territoires (!), une officine qui dépend de Matignon, a proposé tout simplement de dissoudre toutes les communes et de les remplacer par un millier d'intercommunalités. On en est, certes, encore loin, mais de telles perspectives représenteraient, encore, un recul pour la population.

LES CONSÉQUENCES DE LA BAISSÉ DES DOTATIONS

Car c'est bien la population, au final, qui est et sera victime de la baisse des dotations de l'État aux collectivités. Et ce, de bien des façons. Car face à cette baisse de leurs recettes, les élus n'ont que trois solutions pour maintenir leur budget en équilibre: augmenter les impôts locaux, diminuer les services à la population, ou renoncer à des investissements pourtant parfois indispensables.

Rappelons que, contrairement à l'État, les collectivités n'ont, de par la loi, pas le droit de recourir à l'emprunt pour financer ce que l'on appelle le fonctionnement, c'est-à-dire payer les salaires. Elles ne peuvent emprunter que pour investir. Faute d'argent pour



Aujourd'hui patron de l'Association des maires de France, François Baroin, maire de Troyes, a été le premier à geler les dotations des collectivités quand il était ministre du Budget sous Sarkozy.

payer les salaires, de nombreuses mairies commencent déjà à fermer certains équipements un ou deux jours supplémentaires par semaine (piscine, mairie), à renoncer à remplacer un départ en retraite, à ne pas renouveler un contrat d'agent, à ne plus financer telle association ou tel événement culturel.

Un certain nombre d'autres ont déjà fait le choix d'augmenter les impôts locaux, pas forcément de gaité de cœur, et souvent en remerciant le gouvernement, selon l'expression d'un maire, de « transférer l'impopolarité fiscale vers les collectivités ».

Mais c'est peut-être la dégringolade de l'investissement qui est la plus grave. Cela signifie à terme moins d'équipements utiles à la population (un exemple récemment mis en avant dans les médias est la dégradation inquiétante de l'état

des routes dans le pays). En fait, la baisse des investissements a un impact direct et tangible sur l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics, et donc sur l'emploi.

Cette baisse importante est bien présente dans les chiffres du déficit public publiés par Bercy le 25 mars dernier, même s'ils sont bien camouflés. On ne se doute pas en effet que la ligne « FBCF des APL » signifie en réalité « investissements des collectivités locales » (dans le jargon du ministère des Finances « formation brute de capital fixe des administrations publiques locales »). En 2015, ce poste a connu une diminution de 4,6 milliards d'euros. Quant à l'Insee, elle table également sur une diminution de 10% par an des investissements des collectivités. C'est autant d'emplois en moins, autant de chômage en plus.

Cela donne une bonne image de ce qu'est la politique du gouvernement. Du chômage, il n'a en réalité que faire. Bien entendu, la baisse des dotations des collectivités est destinée – comme bien d'autres décisions du gouvernement – à dégager de l'argent frais pour le verser directement au grand patronat, par le biais des mille et un dispositifs qui le permettent. Mais si la préoccupation du gouvernement était réellement de lutter contre le chômage, il ouvrirait au contraire les crédits aux collectivités pour qu'elles investissent, et, ce faisant, permettent de créer des emplois !

Bien au contraire, l'argent pris sur le dos des collectivités ne servira à rien d'autre, à terme, qu'à alimenter les profits financiers de capitalistes qui n'en ont jamais assez.

21 avril 2016



Le siège de la Banque centrale européenne à Francfort.



Le rôle des banques centrales dans la crise

Devant la menace grandissante d'une nouvelle crise financière, les critiques de la politique monétaire européenne fusent de toutes parts. Il faut dire qu'au premier abord, la politique de la Banque centrale européenne, plus qu'accommodante pour le système financier, a de quoi surprendre. Alors que les couches populaires se voient imposer austérité, blocage des salaires et amputation des retraites, cette politique, la même depuis 2008, consiste à faire tourner la planche à billets pour mettre sous perfusion le système financier, à prêter aux banques des sommes colossales à des taux proches de zéro. La BCE, comme ses homologues américaine et japonaise, inonde le système financier avec pour conséquence évidente la formation de nouvelles bulles spéculatives, qui ne peuvent que mener à de nouvelles crises financières plus graves et plus dévastatrices encore (voir LDC n° 174 de mars 2016).

La politique économique des banques centrales s'est d'abord faite, en 2008, au nom du sauvetage d'urgence du système financier. Les centaines de milliards d'euros ou de dollars alors injectés dans les banques les ont sauvées d'une faillite préparée par leurs propres spéculations sur le marché immobilier les années précédentes. En 2010, le système financier, dont le sauvetage par les États avait coûté à ceux-ci une hypertrophie de leur dette, s'est mis à spéculer contre la dette de ces mêmes États. C'est de nouveau la banque centrale, la BCE, qui a éteint le nouvel incendie constitué par la « crise des dettes étatiques » en inondant le marché de liquidités. Depuis, les banques centrales aux États-Unis, en Europe ou au Japon n'ont pas arrêté la perfusion. C'est maintenant au nom de la lutte contre la déflation et au nom de la croissance que les liquidités continuent d'affluer dans la finance et dans ses bulles spéculatives. Les avertissements qu'une crise est im-

minente, fusant de toutes parts, y compris émanant d'économistes bourgeois, n'empêchent pas la BCE de continuer. Ainsi, le 10 mars dernier, la Banque centrale européenne annonçait trois nouvelles décisions en matière monétaire. D'une part, la BCE décidait de descendre son taux directeur (le taux auquel les banques peuvent lui emprunter) de presque rien (0,05 %) à rien (0 %). D'autre part, le taux de dépôt (taux de rémunération d'un dépôt d'argent des banques sur un compte de la BCE, aujourd'hui négatif (autrement dit les banques paient pour laisser leur argent), passait lui à -0,4 % au lieu de -0,3 %. Enfin, les rachats d'actifs (le *Quantitative Easing*, dont l'échange de titres de dettes contre de l'argent frais) atteindraient aujourd'hui 80 milliards d'euros par mois, au lieu de 60, et cela devrait durer au moins jusqu'à fin 2017. En plus des dettes des États, la BCE a annoncé qu'elle allait aussi racheter les dettes d'entreprises privées.

LA CRITIQUE DE LA POLITIQUE DE LA BCE, UN NOUVEAU TERRAIN POUR LES ILLUSIONS RÉFORMISTES

Cette politique monétaire au service du système financier a ouvert à la gauche de la gauche de nouveaux champs d'intervention et des propositions se voulant compatibles avec le système capitaliste. Leur précédent mot d'ordre de sortie de l'euro a été remplacé par la critique de la politique de la BCE, ce qui leur permet de formuler de nouvelles illusions réformistes. Il y a ceux qui voudraient corriger cette politique en l'orientant vers une relance de l'activité. Une telle correction permettrait, affirment-ils, de sortir l'économie du marasme et de créer des emplois. D'autres pensent que le problème de la BCE réside dans son indépendance vis-à-vis des gouvernements et dans les objectifs qu'elle affiche, à savoir garantir la stabilité des prix. Ces courants d'opinion sont

renforcés d'ailleurs par les opinions d'économistes bourgeois qui ne peuvent que constater l'impasse dans laquelle l'économie capitaliste est bloquée et qui cherchent, désespérément, une issue.

Au lendemain du dernier train de mesures de la BCE, on pouvait lire dans *l'Humanité* du 14 mars 2016 le commentaire suivant d'Yves Dimicoli, membre de la commission économique du PCF : « *L'intervention des banques centrales, depuis, aurait pu servir à financer un grand essor des services publics jusqu'aux biens communs publics mondiaux. On aurait ainsi répondu aux besoins et soutenu, à la fois, demande et productivité globales. La France et l'Europe auraient pu ouvrir la voie si François Hollande n'avait pas trahi ses promesses.* »

Pour faire croire qu'un bon président changerait les choses, le PCF doit prêter à François Hollande beaucoup plus de pouvoir qu'il n'en a ! En réalité, les banques centrales n'ont pas d'autre choix que de continuer dans la voie où elles se sont engagées. Leur mission fondamentale n'est pas les services publics mais de sauver la planète finance. Elles interviennent ainsi à chaque crise pour tenter de faire repartir le système en épongeant les dégâts. C'est même à la suite d'une crise du même ordre, en 1907, que fut créée la FED, la banque centrale américaine. Les années qui précédèrent 1907 furent celles de l'euphorie spéculative avec, déjà, le développement de puissants fonds spéculatifs en concurrence directe avec les banques d'affaires. La crise de 1907 se déclencha lors de la défaillance du fonds le plus important, le trust Knickerbocker, dont l'activité reposait sur une « chaîne de Ponzi », un montage dans lequel l'argent des nouveaux entrants paie les intérêts promis (jusqu'à 50 % !) aux précédents. Lors de

l'effondrement de ce fonds, il ne se trouva personne pour le sauver et la crise tourna à la panique, menant les autres fonds discrédités à la faillite. D'après les historiens, c'est J.P. Morgan lui-même, le plus riche des banquiers de l'époque, qui alla convaincre au nom des banquiers le gouvernement américain au lendemain de la chute de Knickerbocker de la nécessité de créer une institution capable de venir au secours de la finance. Il s'agissait, déjà, de nationaliser les risques. Dès sa naissance, la FED eut le pouvoir d'injecter des millions dans les circuits financiers, mais bien sûr aucun droit dans la gestion des banques. Et comme il se doit, elle fut confiée à l'un des bras droits de Morgan.

Bien incapables de prévenir l'incendie, les banques centrales ont donc toujours joué le rôle de pompier (de « prêteur en dernier ressort », dit-on). C'est ce qu'elles firent après le krach de 1929, à deux reprises dans les années 1970, puis après celui de 1987 en réduisant franchement leurs taux directeurs. Et lors de la crise financière de 2002, elles pratiquèrent le même remède pendant plus de deux ans, pour ranimer la bête. Sur ce terreau d'argent quasiment gratuit s'est formée la gigantesque bulle, en particulier immobilière, qui a éclaté en 2008. Les banques centrales ont alors de nouveau ramené leurs taux d'intérêt à zéro. Mais le krach de 2008 s'est révélé sans commune mesure avec les précédents. La simple baisse des taux n'a pas suffi à réactiver le crédit, les banques centrales ont inventé de nouvelles mesures (dites non conventionnelles) pour injecter toujours plus d'argent dans le système. L'une des raisons qui poussent aujourd'hui la BCE à prodiguer ses largesses et ses liquidités est à chercher dans les remboursements d'emprunts que les banques ont contractés au moment de la crise pour éviter la banqueroute. Des cen-

taines de milliards sont en jeu. Il faut en réinjecter d'autres, sous peine de voir de nouveau le système complètement se gripper. C'est ce que dit Patrick Artus en conclusion de son livre *La folie des Banques centrales* : « *Sachant que la durée de vie moyenne d'une obligation est de 7 ans, [...] le rendez-vous est inscrit à l'agenda pour 2016 puisque la politique de taux bas a débuté en 2009 ! Difficile dans ces conditions d'imaginer voir les autorités monétaires prendre le risque d'un bain de sang.* » Cela explique aussi les dizaines de milliards déversés par la BCE actuellement dans le système financier pour aider les banques à honorer les emprunts passés. Alors autant dire que « le grand essor des services publics » qu'évoque *l'Humanité* est le cadet des soucis de la BCE.

DES LIQUIDITÉS AU SERVICE DE LA FINANCE... ET DES INDUSTRIELS

À la gauche de la gauche, il y a d'autres idées de ce genre. Par exemple, Jean-Christophe Le Duigou, dans *l'Humanité dimanche* du 30 octobre 2015, critique le *Quantitative Easing* parce qu'il n'arrose que les banques. « *Ne pourrait-on pas être plus directif et inciter au rachat par la BCE de titres de dette d'entreprises seulement lorsque ceux-ci sont consacrés au développement de l'emploi ? Si l'on y consacrait la plus grande partie des 60 milliards de rachats de titres mensuels de la BCE, la conjoncture économique serait singulièrement meilleure !* » Il faut croire que la BCE a entendu l'ex-syndicaliste Le Duigou puisque six mois plus tard, en mars, la BCE a décidé de racheter, en plus de ceux des États, les titres de dette de certaines entreprises. Avec quelles conséquences ? Cette annonce a fait chuter quasi instantanément les taux auxquels les grandes

entreprises empruntent sur le marché. Ainsi Sanofi a emprunté sur trois ans 500 millions d'euros à 0%, selon *Les Échos* du 3 avril. Sanofi sera ainsi mieux armé pour racheter des concurrents petits ou grands. Car l'une des conséquences de l'abondance de liquidités est la course aux rachats et aux fusions, à la concentration en des monopoles toujours plus puissants, à la concentration des richesses. L'année 2015 a été une année record pour les fusions et les acquisitions des trusts. Un record obtenu à crédit, par l'intermédiaire de la finance et des banques centrales. Cela montre également qu'il n'y a pas à distinguer entre le capital financier et le capital industriel, qu'ils ne forment qu'un. Quant aux emplois, les trusts qui fusionnent à crédit pourront toujours dire que cela garantit leur « pérennité » ou pas.

POLITIQUE DE L'OFFRE/ POLITIQUE DE LA DEMANDE

Parmi les autres critiques de la politique monétaire actuelle, on trouve les adeptes d'une politique dite « de la demande », opposée à celle « de l'offre ». La politique de l'offre, celle menée actuellement par la BCE, consiste à inonder de capitaux les marchés financiers en espérant (c'est l'argument avancé par les économistes) que ces capitaux finiront par s'investir dans la production, tirant ainsi la croissance vers le haut. Cela bien sûr ne s'est pas produit, car il n'y a aucune raison pour des capitalistes de prendre des risques en investissant dans une production pour laquelle les débouchés sont hasardeux alors qu'ils peuvent faire fructifier bien plus vite cet argent, qui ne leur a pas coûté grand-

chose, sur les marchés financiers. Mais pour Mélenchon, la faute en est à la politique de l'Union européenne: « Cette politique [des banques centrales] est censée relancer l'activité économique. Mais aucun de ces effets ne se produit ! Pourquoi ? Parce que, dans le même temps, l'Union européenne impose aux États une politique budgétaire d'austérité, qui déprime l'investissement public et privé, asphyxie la consommation populaire et donc plombe l'activité », écrit ainsi Jean-Luc Mélenchon dans son billet du 20 janvier dernier. La bulle ne serait bulle que parce que les États sont tous sur une ligne d'austérité budgétaire. Mais si, selon Mélenchon, les États décidaient d'investir, ils trouveraient toutes les liquidités disponibles pour développer l'activité économique.

Mélenchon raisonne ouvertement, comme d'habitude, dans



Les flots d'argent déversés sur l'économie par la BCE, depuis la crise de 2008, n'ont pas empêché que le chômage batte des records.

le cadre du système capitaliste. Il y a dans cette politique de relance (dont il fixe les axes autour de « *l'économie de la mer et de la transition énergétique* ») « *la possibilité d'un compromis dynamique avec le capital entrepreneurial* », dit-il (billet du 3 janvier). Dans le cadre du système, cela revient à dire qu'il faut que les États s'endettent à un niveau supérieur auprès des marchés financiers, un niveau qui leur donne les moyens d'une politique de grands travaux ou de grandes commandes, à l'image du New Deal des années 1930 aux États-Unis, capable selon lui de ranimer l'économie capitaliste (ce qui n'a pas été le cas, car seule la Deuxième Guerre mondiale et son cortège de destructions ont été en mesure de sortir l'économie capitaliste mondiale de la crise). Mais il est faux de dire que les États ont tous pratiqué une simple politique d'austérité budgétaire. Entre 2008 et 2010, avant que la spéculation ne se déchaîne sur la dette européenne, tous les grands États ont mis en place des plans de relance. En France, c'est même Sarkozy qui a décidé de dépenser plus de 36 milliards pour des commandes publiques (LGV, hôpitaux, primes automobiles). Même d'après la Cour des comptes, l'impact sur l'emploi a été minime. Aux États-Unis, ce sont des centaines de milliards que l'État américain a injectés via des commandes publiques et surtout des allègements d'impôts pour les entreprises. Cette politique de relance a pris fin, du moins en Europe, avec la crise des dettes souveraines. Les responsables politiques ont trouvé alors plus simple et moins risqué de financer la bourgeoisie simplement par le haut, en inondant le système de liquidités plutôt qu'au travers de la dette publique.

Aujourd'hui, l'un des problèmes des États et des banques centrales est justement que l'endettement public et privé

atteint des niveaux records. La dette publique de la zone euro atteint 96 % de son produit intérieur brut annuel, celle des ménages et des entreprises 160 %. Les gouvernements veulent donc toujours éviter d'augmenter la dette et en particulier la dette souveraine, celle des États. C'est l'un des buts de l'austérité budgétaire qui réduit les investissements publics dans les collectivités locales, dans la santé, les retraites, la Sécurité sociale. Car si aujourd'hui les taux auxquels empruntent la plupart des États sur les marchés financiers sont bas, pour d'autres, comme la Grèce ou le Portugal, ils restent relativement élevés, malgré les taux directeurs nuls des banques centrales. Une politique budgétaire générant plus de dette publique serait la porte ouverte à une remontée des taux d'intérêt auxquels les États empruntent sur les marchés, et à un possible renouveau de la spéculation sur la dette, comme en 2010 et 2011. Car si les banques peuvent dorénavant emprunter auprès de la BCE à 0 %, c'est le marché qui décide du taux auxquels les différents États empruntent. Pour les pays les plus riches de la zone euro, les taux d'emprunts sur les marchés financiers sont même négatifs depuis 2014 (pour des durées d'emprunt jusqu'à 6 ans pour la France et l'Allemagne notamment, 2 ans pour l'Italie), c'est-à-dire que les banques payent pour placer leur argent dans des titres de dettes souveraines, qu'elles considèrent comme des valeurs refuges, moins risquées que bien d'autres placements. Ces taux négatifs permettent aux États qui peuvent en profiter pour alléger la charge de leur dette. Artus, qui discute du point de vue des intérêts généraux du système capitaliste, en montre les « effets pervers » et pointe les « mauvaises habitudes » engendrées par la politique monétaire actuelle : « *Les États en profitent-ils pour mettre*

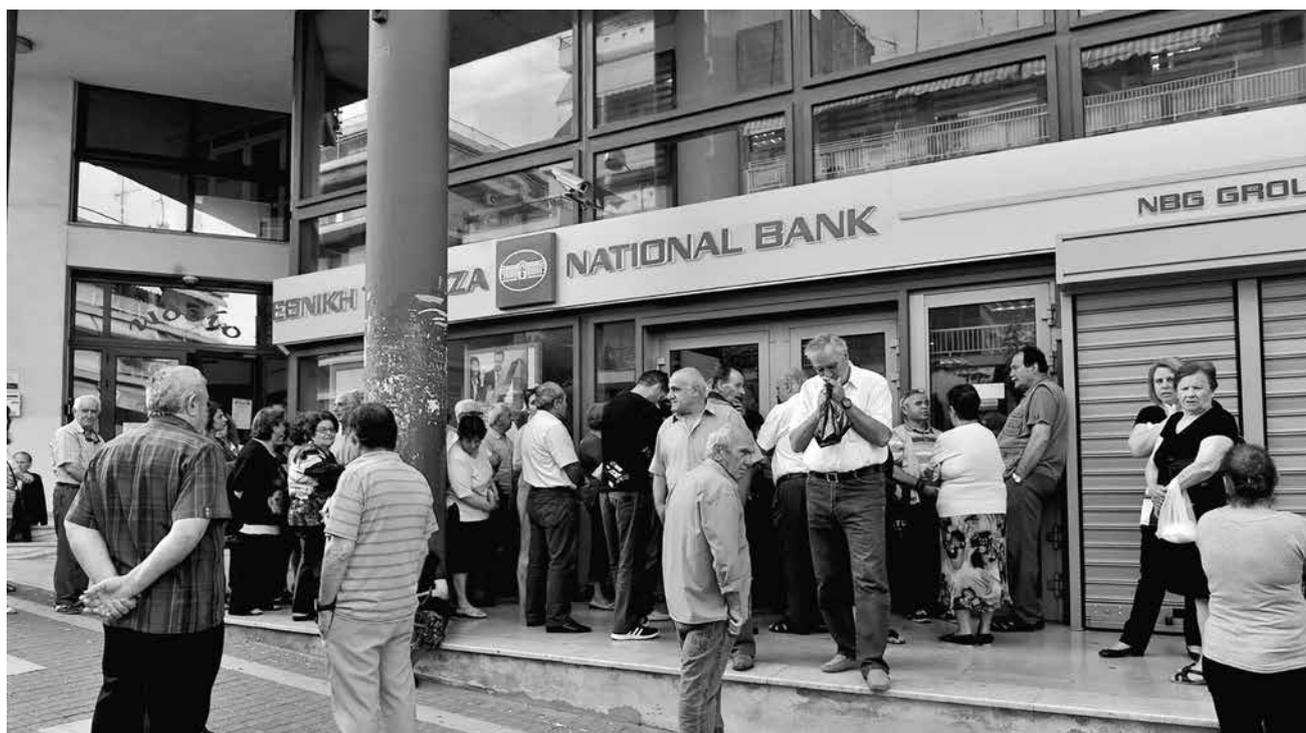
en place des réformes de long terme susceptibles d'augmenter la croissance de long terme ? Réduisent-ils leur niveau d'endettement ou bien tirent-ils parti au contraire des taux d'intérêt faibles pour le laisser galoper ? Poser la question, c'est déjà y répondre... » Quant aux financiers, ils se paient sur les pays les plus pauvres dont les taux restent élevés, ce qui revient au passage à un transfert direct de richesses de ces pays vers les pays impérialistes et vers les capitalistes de ces pays.

Aujourd'hui, ce qui freine toute politique de relance par le budget des États est donc leur endettement et la concurrence qu'ils se font entre eux. C'est ce qu'a exprimé une responsable de l'OCDE qui s'inquiète des perspectives de l'économie mondiale : « *Il faut une réponse collective, la politique monétaire est déjà très accommodante. Il faut maintenant des réformes fiscales et structurelles qui soient déployées pour lui venir en appui. Les trois instruments doivent être déployés ensemble si on veut que cela fonctionne.* » (Les Échos du 18 février, article « *Il est urgent de soutenir collectivement la demande.* »)

En somme, une politique de la demande dans le cadre de ce système exigerait un désendettement préalable ou concomitant des États. Autant dire que, si les États renouent avec une telle manière de financer la bourgeoisie, ils présenteront d'une autre manière la note aux couches populaires, par une austérité plus poussée encore, et que seuls en profiteront vraiment les actionnaires.

LA GUERRE DES CHANGES

Les taux négatifs que pratiquent en fait les pays impérialistes (à l'exception des États-Unis) servent également à faire baisser leur monnaie par rapport aux autres, en particu-



L'argent de la BCE coule à flots pour les banquiers, mais les populations d'Europe n'en voient guère la couleur, comme ces retraités grecs désespérés, devant une agence fermée de la banque nationale grecque en juin 2015.

lier le dollar. Ces taux négatifs expriment en fait une guerre des changes, des dévaluations compétitives masquées entre blocs européen, américain et japonais. Étant donné d'une part les taux directeurs très faibles pratiqués par la BCE, d'autre part le gros volume de liquidités disponibles, l'Allemagne et la France trouvent sur les marchés des fonds disposés à payer pour que leurs liquidités soient placées sous forme de prêts auprès de ces États. Selon *Les Échos* du 7 avril, un quart de la dette mondiale porte ainsi des taux négatifs, dont 68% de la dette allemande. Au Japon, même le taux d'intérêt à 10 ans, le plus élevé, est négatif. Ces taux négatifs réduisent en fait l'afflux de capitaux vers l'Europe et le Japon et les orientent vers le reste du monde, en particulier vers les États-Unis. Cette situation a conduit, depuis l'été 2014, à une hausse du dollar par rapport à l'euro (de

plus de 20%), un change censé favoriser les exportations européennes, renchérir les importations et les réduire.

Si cette guerre des changes a favorisé les exportations européennes, elle a surtout permis aux entreprises européennes de relever leurs taux de marge. Quant aux travailleurs, dans leur ensemble, aux États-Unis ou en Europe, ils sont toujours autant au chômage et dans la précarité. Cette guerre des changes en est véritablement une, car « *la première banque centrale qui augmentera ses taux directeurs exposera sa monnaie à l'appréciation...* » (Artus) et fera perdre ses gains aux entreprises de sa zone.

Parce que la BCE est la garante des intérêts financiers de la bourgeoisie, sa politique monétaire est la seule possible dans le cadre du système capitaliste. Si la BCE arrêta aujourd'hui d'inonder le sys-

tème financier, cela ne ferait sans doute que précipiter le krach tant annoncé. Cela aurait le même effet qu'une remontée des taux directeurs de la banque centrale. Cela provoquerait une remontée des taux d'intérêt des emprunts d'États, en déchaînant à nouveau la spéculation sur la dette. Cela dévaloriserait immédiatement les fortunes que les capitalistes ont investies dans ces prêts, car la valeur des obligations est inversement proportionnelle aux taux d'intérêt. Ce serait « le bain de sang » chez les capitalistes que décrit Artus. Garantie des intérêts du système financier, la BCE va donc continuer à inonder le système financier... jusqu'à ce qu'elle soit rattrapée d'une autre manière par la crise, par l'éclatement des bulles spéculatives qu'elle contribue tous les jours à faire grossir.

22 avril 2016



Adversaires (photo du haut, «Dehors Dilma») et partisans (photo du bas, «Non au coup d'État fasciste») de la présidente du Brésil, Dilma Rousseff, s'opposent dans la rue.





Brésil: le Parti des travailleurs usé au service de la bourgeoisie

À l'heure où nous écrivons, après le vote le 17 avril de plus de deux tiers des députés en faveur de sa destitution, nous ne savons pas si la présidente du Brésil, Dilma Rousseff, dont les chances de finir normalement son mandat en 2018 s'amenuisent, sera au bout du compte éjectée ou non de son poste. Les sénateurs devront se prononcer bientôt. Elle est officiellement mise en cause pour avoir maquillé les comptes publics afin de faciliter sa réélection en 2014. Mais en fait la droite brésilienne profite de son affaiblissement, dû à la conjonction d'une crise économique grave et d'un scandale de corruption rejaillissant sur son Parti des travailleurs (PT), pour tâcher de la mettre à l'écart, bien que nombre des politiciens en faveur de sa destitution soient eux-mêmes corrompus.

Dilma Rousseff a réagi au vote de l'Assemblée en déclarant qu'elle n'avait pas l'intention de démissionner et qu'elle se battrait pour rester au pouvoir jusqu'au bout. Nous ne savons pas non plus si cela signifie que le PT essaiera de mobiliser sa base électorale dans ce but, et encore moins s'il lui reste assez de crédit pour pouvoir le faire. Il est difficile d'apprécier l'ampleur du soutien que le PT et ses dirigeants, Dilma Rousseff mais aussi l'ancien syndicaliste ouvrier Lula, ont gardé dans les classes populaires. Ce crédit a été acquis lors des années de luttes ouvrières à l'époque de la création du PT en 1980. Il a peut-être même été renforcé lors des deux mandats présidentiels de Lula, dans les années 2000, où la conjoncture favorable à l'économie brésilienne lui a permis d'avoir une politique sociale dont les plus pauvres lui ont été reconnaissants.

POLITICIENS À VENDRE

Depuis, la popularité du PT, qui occupe la présidence du

Brésil depuis quatorze ans, a beaucoup souffert. Il est englué dans un scandale politico-financier aux multiples ramifications. Au travers d'un système de surfacturation, la compagnie pétrolière nationale Petrobras a enrichi des entreprises qui ont à leur tour acheté et rémunéré tout un petit monde de politiciens, ceux du PT comme ceux des autres partis de gouvernement.

Au Brésil la corruption est courante. À titre d'exemple, Marcelo Odebrecht, dirigeant du grand groupe de travaux publics du même nom, vient d'être condamné à dix-neuf années de prison pour avoir acheté 200 politiciens de tous bords.

Ce n'est pas la première fois que la corruption de dirigeants du PT est révélée au grand jour. En 2005, le scandale du *mensalao* (grosse mensualité) avait éclaté. Le gouvernement récoltait des fonds venant d'entreprises pour rétribuer mensuellement des députés et acheter leur vote au Parlement. Lula, qui occupait la présidence, avait prétendu ne rien savoir

et avait été épargné de justesse par le scandale. Mais son plus proche collaborateur, le ministre de la Maison civile qui tient lieu de Premier ministre, José Dirceu, avait dû démissionner. Il purge actuellement une peine de sept ans de prison.

La présente affaire Petrobras, opération *lava jato* (lavage express) pour la justice, a une autre dimension. Elle met en cause par ricochet la présidente actuelle du pays, Dilma Rousseff, et son prédécesseur Lula, tous deux portés au pouvoir par le PT, qui étaient au courant de ce système de corruption, s'ils n'étaient pas parmi ses instigateurs.

Ces révélations sont survenues dans une période où la popularité de Dilma Rousseff, élue une première fois à la présidence en 2010 et réélue de justesse en 2014, était déjà basse. Contrairement à la décennie précédente, où l'économie brésilienne florissante avait permis à Lula de surmonter le scandale du *mensalao*, la crise économique actuelle plombe le second mandat de Dilma Rous-

seff. L'étalage quotidien de ces turpitudes a indigné une partie de la population au point que de grandes manifestations d'hostilité au gouvernement ont eu lieu à plusieurs reprises dans le pays. L'usure du PT, à la présidence depuis 2003, est devenue patente.

Déjà en mars 2015, 2,5 millions de personnes avaient défilé contre la corruption, réclamant la démission de Dilma Rousseff. La petite bourgeoisie de droite avait donné le ton des manifestations et profité de l'occasion pour exprimer son rejet du PT, de la gauche, et en partie son hostilité aux classes populaires, qui ont formé le gros de l'électorat de Lula puis de Dilma Rousseff.

Les hommes politiques de la trentaine de petits partis représentés au Parlement, qui doivent leur carrière et leurs postes aux nombreuses combinaisons politiciennes locales ou nationales, n'ont pas tout de suite, ni tous, profité de ces manifestations pour exiger la démission de la présidente. Une partie est associée au pouvoir par le PT, qui ne dispose pas à lui seul de la majorité au Parlement, et basculer dans l'opposition comporte une dose d'incertitude pour qui occupe un poste officiel. Certains craignaient aussi de voir révélée leur propre corruption. Ainsi le président de l'Assemblée, Eduardo Cunha, n'a autorisé une procédure de destitution à l'encontre de la présidente qu'au moment où elle l'a mis personnellement en cause dans le scandale Petrobras.

LA PRÉSIDENTE MENACÉE DE DILMA ROUSSEFF

La crise politique a connu récemment une accélération, avec la mise en cause directe de Lula et de nouvelles manifestations, les plus nombreuses dans le pays depuis longtemps,

notamment celles du 13 mars 2016 regroupant 3,3 millions de personnes selon la police, dont 1,4 million dans les rues de la capitale économique Sao Paulo. Le PT a répliqué avec ses propres manifestations pour empêcher la destitution de Dilma Rousseff – ce que la gauche appelle un coup d'État de la droite – et pour appuyer l'entrée au gouvernement de Lula, censé sauver la présidence. Mais la gauche a mobilisé moins que la droite. En effet, pourquoi les travailleurs se mobiliseraient-ils en masse pour un gouvernement qui ne tient aucun compte d'eux? Ainsi le président du syndicat de l'automobile de Sao Bernardo s'est fait huer quand il venu défendre l'actuelle présidente devant une assemblée de salariés de Volkswagen en lutte contre 2 000 licenciements, dans une banlieue ouvrière de Sao Paulo où Lula a milité et où il habite toujours.

À présent, la droite voit venir l'heure de sa revanche sur le PT. Une partie du patronat exige ouvertement le départ de la présidente. Les partis alliés au PT la lâchent les uns après les autres. La crise politique est dans une phase parlementaire. À ce jeu-là les manifestations de rue ont surtout comme rôle d'appuyer les manœuvres d'appareil. Dilma Rousseff sera-t-elle poussée hors de la présidence, comme l'avait été le président de droite Fernando Collor pour corruption en 1992? Et au profit de qui? De son vice-président centriste Michel Temer, qui après avoir gouverné avec le PT pourrait continuer avec la droite? Du président de l'Assemblée Eduardo Cunha, également centriste? D'un autre homme de la bourgeoisie qui remporterait une éventuelle élection présidentielle avancée? Ou bien le PT gardera-t-il entre ses mains une partie du pouvoir central, avec Dilma Rousseff, en tandem avec Lula, aux commandes?

On ne peut pas encore le savoir. Mais au fond ce n'est pas le plus important pour les classes populaires, car tous ces personnages sont leurs adversaires de classe. Lula, malgré son passé de militant syndical, et le Parti des travailleurs, malgré son nom, mènent au pouvoir la politique qu'exige la bourgeoisie brésilienne. Cette classe capitaliste ne veut pas subir les effets de la crise économique et de la baisse de 3,8 % du produit intérieur brut (PIB) en 2015. Elle mène une guerre de classe au monde du travail, se traduisant par des licenciements et une hausse du chômage. Et que fait le gouvernement du PT? Il privatise, s'attaque à la Sécurité sociale et aux retraites, à l'enseignement, aux hôpitaux et transports publics, supprime lui-même des emplois de fonctionnaires. Fin mars, il a annoncé un projet de loi annulant l'augmentation automatique du salaire minimum, alors que l'inflation dépasse les 10 % annuels et diminue d'autant les salaires réels.

LE PT : UN PARTI RÉFORMISTE DÈS L'ORIGINE

Et pourtant le PT est né en 1980 sur fond d'importantes grèves ouvrières faisant vaciller la dictature militaire. Il s'est formé comme un conglomérat de tendances de gauche, d'extrême gauche et du catholicisme progressiste. Le PT a été une traduction politique de l'effervescence militante qui avait joué un rôle dans la fin de la dictature et qui l'accompagnait. Ses racines plongeaient dans les quartiers ouvriers et ses premières campagnes électorales adoptaient un ton très militant: « *Travailleur: vote pour un travailleur!* »

Quant au programme du PT, il était d'abord provisoire, c'est-à-dire flou. Lula en parlait ainsi en 1980: « *C'est le peuple qui doit définir le programme. (...)* »

Nous n'utilisons pas le mot socialisme. Il n'a pas de sens pour nous. Nous voulons définir un modèle brésilien qui doit être original, adapté à nos seules réalités. Nous allons faire le contraire des autres : organiser le peuple d'abord et rédiger le programme ensuite.» Et il ajoutait, pour que ça ne se voie pas de trop, que le programme politique du PT n'avait pas d'importance : «*Le peuple doit avoir le droit de choisir les plats qui lui conviennent.*»

Lula a longtemps été l'incarnation et le dirigeant le plus en vue du PT. Il a grandi dans une famille pauvre où il a connu la faim, puis a été syndicaliste combatif des métallos de Sao Bernardo avec lesquels il a mené des grèves sous la dictature. Ils étaient des milliers d'authentiques militants ouvriers, risquant la prison à chaque grève, à se dévouer pour construire le PT. Alors que le courant stalinien était faible et avait peu d'influence sur la classe ouvrière, ils ressentaient la nécessité de créer un parti ouvrier pour que les aspirations des travailleurs soient prises en compte au niveau politique.

Mais en fait le PT s'est construit comme le représentant politique des appareils syndicaux qui émergeaient au grand jour à la fin de la dictature. La direction du PT n'a jamais eu d'autre perspective que de s'intégrer au jeu politique traditionnel brésilien et d'occuper des postes dans l'appareil d'État grâce aux voix de sa base ouvrière. Lula, que chacun identifiait comme un travailleur, était l'homme de la situation pour cette politique. Les appareils syndicaux allemands, acquis à la collaboration de classe, et la CFDT française, qui lui ont apporté leur soutien précocement, ne s'y sont pas trompés.

Quand les généraux cédèrent le devant de la scène aux politiciens en 1985, le PT s'engouffra



Les deux principaux dirigeants du Parti des travailleurs, Lula et Dilma Rousseff.

dans les batailles électorales. Il remporta des élections locales et géra de grandes villes comme Sao Paulo et Porto Alegre. C'est dans cette ville qu'eut lieu l'expérience du budget participatif : une faible partie du budget municipal était débattue par des assemblées d'habitants et éventuellement attribuée sans que les élus aient le monopole des décisions. Cela a attiré l'attention des réformistes du monde entier à la recherche de poudre aux yeux destinée à leurs électeurs. Le forum social qui en est issu ainsi que les forums sociaux mondiaux, qui se réunissent un peu partout sur la planète depuis 2001, ont été dès le départ un lieu de rencontre des courants réformistes dans leur diversité mondiale.

Lula échoua trois fois à l'élection présidentielle, mais l'influence électorale du PT grandit au cours des années 1990. En 2002, le PT administrait déjà 187 municipalités et trois États de la fédération. Il avait trois sénateurs, 58 députés fédéraux et une multitude d'élus locaux. Le PT, dont l'électorat est essentiellement issu des classes populaires, a donc eu de multiples occasions de montrer qu'il était un parti digne de la confiance... de la bourgeoisie. Cette évolution vers le pouvoir coïncida avec un recul de l'activité militante dans la classe ouvrière. Le PT devint de plus en plus un appareil électoral, à l'image des

autres partis brésiliens. Certes, son appareil regroupait des dizaines de milliers de militants et d'élus. Mais ce n'étaient plus les ouvriers combatifs de la fin de la dictature, c'était de plus en plus de petits et de grands notables, dont certains ont poursuivi ensuite leur carrière dans d'autres partis.

Lula remporta enfin l'élection présidentielle en 2002, avec 61 % des voix, quand le parti au pouvoir fut affaibli par une crise économique. Mécontent d'avoir été traité de « rouge » par ses adversaires lors de ses précédentes campagnes, d'avoir été brocardé car selon eux un ouvrier sans éducation n'était pas digne d'être président et ne saurait pas gouverner le pays, Lula accentua le caractère responsable du PT vis-à-vis de la bourgeoisie.

Dans sa campagne électorale victorieuse de 2002, il tint à faire oublier l'image radicale du PT des premiers temps et à rassurer les financiers sur le remboursement de la dette. Lula choisit comme colistier à la vice-présidence un patron appartenant au Parti libéral, une petite formation conservatrice qui pratique, comme tant d'autres, les alliances pour être toujours proche du pouvoir local ou central. Concocté par un publicitaire, le slogan de la campagne de Lula fut : « *Mon petit Lula, paix et amour* »...

AU POUVOIR, LE PT GOUVERNE EN FAVEUR DE LA BOURGEOISIE

À la présidence, Lula eut besoin de s'allier à d'autres partis car ni le PT ni aucun autre parti n'était majoritaire au Parlement. Il a pu compter sur une coalition de neuf partis lors de son premier mandat et de douze au second. Chacune de ces alliances donnait lieu à un marchandage d'avantages pour tel ou tel politicien. Parmi ses soutiens on peut noter plusieurs anciens présidents, dont José Sarney, l'homme que les généraux avaient choisi pour gérer la fin de leur dictature, ainsi que les pentecôtistes de l'Église universelle de Dieu. Le PT était devenu un parti de la bourgeoisie brésilienne comme un autre.

Sans qu'il y soit pour grand-chose, l'arrivée au pouvoir Lula coïncida avec le début d'une période faste pour l'économie brésilienne. Cela lui a donné des marges de manœuvre et la possibilité d'allouer des fonds pour soulager une partie de la misère, sans que la bourgeoisie ne soit lésée. La réforme sociale la plus connue est son programme « faim zéro », se traduisant par une allocation de 50 reals par mois, soit 50 centimes d'euro par jour, pour les plus pauvres. D'autres aides ont fini par donner naissance à la *bolsa familia*, la bourse famille, dont bénéficiaient 40 millions de personnes en 2013. La moitié de la population des États les plus pauvres du Nordeste en profite. L'efficacité de ce programme d'aide sociale tient au fait qu'à 93 % ce sont des femmes qui en sont titulaires pour leur famille.

Cette politique a conforté le crédit que Lula possédait au sein des couches les plus pauvres de la population, dont il est issu. Toutefois le Brésil continue à être un des grands pays les plus inégalitaires du

monde. Quand Lula quitta la présidence en 2010, 39 % des salariés gagnaient mois de 200 euros par mois et 33 % entre 200 et 400 euros par mois. Presque 4 millions d'enfants travaillaient illégalement et 16 millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté extrême avec moins d'un euro par jour.

L'accession au pouvoir du PT n'a absolument pas remis en cause la domination de la bourgeoisie, qui a été la classe sociale qui a le plus bénéficié de la période de croissance économique. La politique du PT l'y a aidée. Une des premières mesures de Lula a été la réforme du système des retraites des fonctionnaires, dont l'âge de départ en retraite a été repoussé de 55 à 60 ans. Lula l'a justifiée en expliquant que les fonctionnaires sont des privilégiés en comparaison des 40 millions de brésiliens qui n'ont pas droit à une retraite : « Arrêtez les corporatismes, pensez à l'autre Brésil », a-t-il fait la morale aux fonctionnaires. Face à la grogne dans son propre parti, Lula a menacé les députés récalcitrants d'exclusion. La plupart sont rentrés dans le rang, sauf trois qui ont été exclus en 2003.

Les décisions ouvertement en faveur de la bourgeoisie ont provoqué des crises au sein du PT au fil du temps, entraînant le départ de militants critiques. La centrale syndicale CUT, qui est associée au PT et a fait en sorte que la présidence de Lula ne soit pas entravée par des grèves, a aussi été confrontée à des scissions de syndicats plus combatifs mais minoritaires. Le mouvement des sans-terre a également été un soutien de Lula, bien qu'il n'ait procédé à aucune réforme agraire d'ampleur.

Si Lula a gardé un crédit parmi les classes populaires, Dilma Rousseff, qui a pris sa succession en 2010, a subi de plein fouet les effets du retourne-

ment économique en 2013-2014. Les limites du réformisme ont éclaté au grand jour. Pour la bourgeoisie brésilienne, son État et ses partis qui le dirigent, dont le PT, il n'est pas question de prendre sur ses profits. Ce sont donc les autres classes qui doivent supporter le poids de la crise : le prolétariat des usines et des champs, et accessoirement la petite bourgeoisie.

De grandes manifestations antigouvernementales ont éclaté en 2013. Elles contestaient le prix en hausse des transports publics, puis la corruption liée à la construction d'infrastructures pour accueillir la Coupe du monde de football. Ces millions de manifestants appartenaient plutôt à la petite bourgeoisie de gauche, l'électorat du PT, dont le soutien lui fait défaut aujourd'hui. Il a ainsi fallu des années de politique propatronale et la répétition de scandales touchant le sommet du PT pour que toute une partie de sa base électorale s'en détourne.

L'EXTRÊME GAUCHE ET LE RÉFORMISME

L'extrême gauche, elle, connaissait, ou aurait dû connaître, les options politiques réformistes de la direction du PT dès sa fondation. Mais elle a voulu croire que participer à la fondation du PT et mettre son énergie militante à son service était un moyen de construire le parti ouvrier révolutionnaire nécessaire à la classe ouvrière. Toute l'évolution ultérieure du PT montre que ce qui pouvait apparaître comme un raccourci à prendre, au moment où de grandes grèves secouaient le prolétariat brésilien à la fin des années 1970 après des années de dictature militaire, était en fait une impasse.

L'entrisme au long cours de courants trotskystes dans le PT ne l'a pas empêché de s'affirmer

de plus en plus ouvertement comme un parti au service de la bourgeoisie brésilienne. En son sein, les courants d'extrême gauche n'ont pas freiné cette évolution. Certains militants se sont même totalement transformés en politiciens bourgeois dans ce processus. Et ceux qui n'ont abdicé ni leurs idées ni la critique de la direction du PT ont été obligés de le quitter à un moment où à un autre, en se plaignant qu'elle ait trahi ses origines. Pourtant le nom de Parti des travailleurs et l'image ouvrière qu'en donnait Lula ne définissaient pas la politique du PT, ils étaient là en partie pour la masquer.

Un siècle et demi d'expériences politiques du mouvement ouvrier, de combats que les marxistes révolutionnaires, dont Lénine et Trotsky, ont menés ont montré tant de fois la faillite du réformisme en tant que direction pour le prolétariat et la nécessité de s'en démarquer politiquement. Les révolutionnaires doivent savoir qu'un parti ne se voulant ni marxiste ni même socialiste, et encore moins communiste, que ce soit pour élargir sa base ou sous prétexte de nouveauté, est tout simplement un parti qui ne représente pas les intérêts de la classe ouvrière. Et dans cette société capitaliste divisée en classes sociales dont les intérêts sont irréconciliablement hostiles, un parti qui ne se tient pas sur les bases politiques du prolétariat finit toujours, volontairement ou non, au service de la bourgeoisie dominante.

Le Parti des travailleurs brésilien était un tel parti dès sa constitution. Et le fait qu'il ait mis en avant un ouvrier, militant syndical, comme Lula n'y change rien. Tout comme Walesa, qui a dirigé de grandes grèves ouvrières en 1980 contre

la dictature en Pologne, Lula n'a jamais eu d'autre politique que d'offrir une alternative politique aux privilégiés de son pays, et accessoirement de faire une belle carrière.

Il faut se rappeler que lorsque le réformisme a gangrené puis emporté presque tous les partis ouvriers de la Deuxième Internationale au début du 20^e siècle, ce courant politique s'est précisément appuyé sur des syndicalistes qui laissaient entendre que la bourgeoisie laisserait une place au soleil à la classe ouvrière pour peu qu'on arrête de vouloir renverser le capitalisme. Ils finirent par trahir l'ensemble de la classe ouvrière, dans l'espoir de se garantir pour eux-mêmes une place enviable dans l'enfer de la société bourgeoise.

Lula lui-même n'a jamais trahi le marxisme, car il n'a jamais été marxiste. Mais toute une partie de l'extrême gauche s'est tout de même rangée derrière lui et a intégré le PT. Pendant des années elle a contribué à convaincre la classe ouvrière brésilienne que l'arrivée au pouvoir de ce parti était, sinon le but ultime, du moins une étape obligée du combat de classe. C'était une illusion. Une illusion propagée ailleurs dans le monde par une bonne partie de l'extrême gauche, qui a encensé l'expérience du PT brésilien avant de s'en détourner, déçue.

En France, un des principaux courants d'extrême gauche a voulu voir dans la création et l'émergence électorale du PT brésilien un modèle, au point de copier son nom en se nommant Mouvement pour un parti des travailleurs en 1985, puis Parti des travailleurs en 1991, avant d'abandonner en 2008 ce nom qui ne le faisait plus rêver.

De son côté la LCR d'hier, d'où est issu le NPA actuel, a été liée par l'intermédiaire du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale à Démocratie socialiste – pour ne pas dire social-démocratie ! – qui a longtemps été un courant d'extrême gauche à l'intérieur du PT. Il a activement fréquenté les forums sociaux mondiaux initiés par le PT à Porto Alegre, tâchant de les faire passer pour l'embryon d'une nouvelle Internationale. Comme si Ségolène Royal ou Martine Aubry, qui a participé au même forum que Besancenot en 2011, représentaient en quoi que ce soit une perspective pour les travailleurs ou les révolutionnaires...

Toute l'histoire du PT montre la volonté politique constante de ses dirigeants d'utiliser la classe ouvrière comme une base électorale pour servir la bourgeoisie brésilienne au pouvoir et s'intégrer à son jeu politique, à l'égal de ses partis traditionnels. De ce point de vue c'est une réussite. L'implication du PT dans la corruption habituelle du personnel politique brésilien le montre.

Les courants d'extrême gauche qui ont eu des illusions à leur propos et les ont propagées le regrettent peut-être. Mais, bien que les scandales dans lesquels patauge le PT favorisent la droite, ce qui n'a pas de quoi réjouir, les travailleurs conscients, eux, n'ont pas à regretter l'évolution de ce énième avatar réformiste. Ils ont à construire leur propre parti, un parti qui ne se contente pas de s'orner du mot de « travailleur » pour se créer une base électorale, mais dont la politique affichée soit celle du marxisme révolutionnaire, du communisme.

20 avril 2016



BELAL DARDER

**Au Caire, le 13 février 2016, les médecins hospitaliers en grève protestent contre les violences policières.
Mars 2016 : les employés de la société d'assainissement Nahdat Misr Company, devant le siège à Alexandrie,
en grève pour obtenir le paiement de leur salaire de février.
²L'entreprise rejette la responsabilité sur le gouvernorat, en défaut de paiement.**



HAZEMHAMID-EPA



Égypte: la répression ne fait pas taire la contestation

Quelques jours après sa disparition, le soir du 25 janvier 2016, cinquième anniversaire du début du mouvement contre le dictateur égyptien Moubarak, l'étudiant italien Giulio Regeni était retrouvé mort, dans une banlieue du Caire, des suites d'atroces tortures. Cette affaire perturbe, temporairement en tout cas, les relations diplomatiques entre le président al-Sissi et le gouvernement italien, qui a rappelé son ambassadeur au Caire le 9 avril dernier, compromettant sans doute dans l'immédiat la conclusion d'accords économiques entre le groupe pétrolier ENI et l'État égyptien sur l'exploitation de l'important gisement de gaz offshore de Zohr.

Mais si cette fois le cas a fait scandale car il a concerné un ressortissant européen, il ne lève qu'un coin du voile sur l'attitude des services de l'ex-maréchal contre ceux qui le contestent, dans les entreprises, les administrations, dans la presse, sur les réseaux sociaux, et qui connaissent bien souvent les geôles, la torture ou la « disparition forcée ». L'aggravation de la crise économique, le chômage, dû notamment à la baisse de la fréquentation touristique, le poids des politiques d'austérité sur la population entraînent des réactions auxquelles le pouvoir répond le plus souvent par la répression, sans pour autant réussir à les faire taire.

UNE PRATIQUE COURANTE DU RÉGIME

La découverte du corps torturé de Giulio Regeni est immédiatement apparue à ses amis italiens et égyptiens comme signée de la main d'un des services du renseignement, qu'ils soient liés à l'armée ou

au ministère de l'Intérieur. Auteur d'un article publié dans le journal de gauche italien *Il Manifesto*, dans lequel il dénonçait le gouvernement d'al-Sissi pour son déni des droits élémentaires des travailleurs et des opposants en général, Giulio Regeni préparait une thèse sur les syndicats indépendants en Égypte. Légalisés au comptegouttes depuis 2011, à la suite de mobilisations cherchant à les imposer en lieu et place du syndicat officiel qui joue dans chaque entreprise ou administration le rôle d'auxiliaire de la direction, les quelques syndicats indépendants existants et les militants qui les animent font face à l'obstruction du pouvoir et souvent à la répression. Les tentatives de corruption de leurs dirigeants par le régime ne suffisent en effet pas toujours à les rendre inactifs. Regeni avait, en décembre 2015, assisté au Caire à une réunion de militants de certains de ces syndicats.

Aux demandes d'explications émises par la famille de l'étudiant et les autorités

italiennes, le pouvoir égyptien n'a répondu qu'en accumulant fable sur fable, pour continuer à nier son implication. Évoquant successivement un accident de voiture, un règlement de comptes entre homosexuels, un crime crapuleux, le ministère de l'Intérieur a fini par mettre la main sur une famille qui aurait été en possession d'objets personnels de l'étudiant. Ces coupables idéals ayant été malencontreusement tués lors de leur arrestation, ils ne pouvaient nier. Les parents et amis de Giulio Regeni ne se contentant pas de cette nouvelle version, pas plus que les autorités italiennes, des preuves ont été demandées à la police égyptienne: les données enregistrées sur le téléphone du jeune homme, les appels passés à l'heure et dans la zone de sa disparition, les enregistrements des caméras de surveillance. Selon le ministère égyptien, les premières ne pourraient être fournies, sous peine de « violation de la Constitution », les seconds ne seraient déjà plus disponibles.

Après l'annonce du rappel

de l'ambassadeur italien, le ministère des Affaires étrangères égyptien a protesté contre cette « affaire politisée par l'Italie pour des raisons de politique intérieure ». Dans le même temps, les médias proches du pouvoir militaire appelaient à « défendre le pays attaqué par l'étranger », faisant même circuler des rumeurs délirantes sur Regeni espion britannique – il était inscrit à l'université de Cambridge – qui aurait été liquidé par le MI6... dans le but de discréditer la démocratie naissante en Égypte, ou même victime d'un complot poursuivant le même objectif et émanant des Frères musulmans.

Mais au-delà des rumeurs et contorsions du pouvoir d'al-Sissi, cette affaire n'a rien pour surprendre les proches de Regeni en Égypte, ni ceux qui, plus généralement dans la population, s'opposent à la dictature mal déguisée en régime présidentiel. Des centaines de disparus croupissent en fait sans procès au fond des prisons, quand leur mort n'est pas simplement annoncée, après des semaines d'angoisse, à leur famille. Ces disparitions forcées, selon un terme utilisé par le syndicat des journalistes égyptiens pour des arrestations sans procédure, sans formalités, sans le moindre égard pour les droits de l'individu, ont concerné des centaines de personnes depuis le coup d'État de juillet 2013 qui a amené al-Sissi au pouvoir. Ceux qui en ont réchappé racontent les mauvais traitements, les coups, les tortures. Un des derniers cas connus est celui du jeune Mahmoud Hussein, arrêté à l'âge de 18 ans, battu, torturé et détenu pendant deux ans et deux mois après sa participation à un rassemblement commémorant les manifestations de janvier 2011. Une loi ratifiée en novembre 2013 par l'ancien président Mansour permet

en effet au ministère de l'Intérieur d'interdire toutes les manifestations de plus de dix personnes, les contrevenants s'exposant, en cas de procès, à de lourdes peines de prison et d'énormes amendes.

L'accusation généralement utilisée contre les personnes arrêtées, opposants au régime, manifestants, journalistes ayant critiqué le gouvernement, gamins insolents ou ouvriers en grève, est celle de « terroristes », ou de membres des Frères musulmans. Après l'éviction du président islamiste Morsi par al-Sissi en 2013, la répression a été brutale contre les militants de cette confrérie, faisant des centaines de morts lors de l'évacuation en août 2013 du sit-in de soutien à Morsi, place Rabaa al-Adaouïa, au Caire. Puis les procès et les condamnations à mort s'étaient multipliés, l'appartenance au parti islamiste interdit devenant le prétexte pour arrêter tout un chacun.

Fort d'un arsenal juridique adéquat, sous prétexte de protéger la population de la menace terroriste, l'état-major qui entoure al-Sissi tente de faire taire toute contestation et muselle les médias. La loi martiale reste en vigueur et les procès sont souvent confiés à des officiers en guise de juges. Parallèlement, les divers services du ministère de l'Intérieur, à l'échelle nationale comme locale, de même que ceux de la Sécurité nationale, semblent se concurrencer pour « déjouer des complots », arrêter des « coupables », ouvriers, lycéens, leur faire avouer une participation à des groupes djihadistes imaginaires, et publier un communiqué de victoire « contre le terrorisme ». La corruption qui règne du haut en bas des administrations locales, et sans doute surtout en haut, ouvre la voie à l'arbitraire le plus total dans leurs relations avec la population.

UN POUVOIR QUI NE FAIT PLUS ILLUSION

Le pouvoir d'al-Sissi, en effet, peut de moins en moins s'appuyer sur un consensus, comme il avait pu s'en vanter pour justifier le coup d'État de l'été 2013. D'importantes manifestations populaires avaient alors réclamé le départ de Morsi, à la suite des pétitions « millionnaires » lancées en réseau par le mouvement Tamarrod. Le gouvernement de la période de transition, qui a précédé l'élection sans surprise un an plus tard d'al-Sissi à la présidence, a fait illusion, jusque dans certains milieux de gauche. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas.

La situation économique du pays s'est dégradée de façon continue depuis. Il est vrai que les pouvoirs publics tentent d'éviter les mouvements de colère en maintenant les subventions sur le pain pour les millions de familles pauvres qui y ont droit, et pour lesquelles les cinq galettes quotidiennes constituent une base alimentaire. Dans le passé, les tentatives de suppression de ces subventions avaient provoqué à plusieurs reprises de véritables émeutes. Mais les prix reviennent des produits de base, gaz, électricité – produite dans les centrales thermiques –, eau, grimpent sans cesse. Le prix de l'eau potable a sextuplé entre juillet 2015 et février 2016, les subventions aux services publics ayant été dans le même temps considérablement réduites. Dans le prochain budget, elles sont censées diminuer encore de 43 %, l'ambition du gouvernement étant de réduire de près de deux points un déficit budgétaire qui atteint 11,5 % du PIB. En février dernier, le gouvernement a baissé de 36 % le prix du gaz fourni à l'industrie sidérurgique, dans le but de réduire la facture

des importations. Mais dans le même temps, le prix pour les ménages progressait de 22 %, y compris pour les plus pauvres, qui sont évidemment aussi les plus nombreux.

Les médias ont donc beau marteler que l'austérité n'est pas appliquée aux pauvres, les critiques se multiplient, dans la rue comme sur les réseaux sociaux, et la méfiance envers ceux qui dirigent le pays ne fait que croître. Beaucoup se demandent en particulier pourquoi, alors que le prix du pétrole a chuté des deux tiers, celui de l'électricité fabriquée dans les centrales thermiques ne cesse de croître. Le ministère concerné évoque des « *erreurs possibles* », niant une hausse volontaire des prix et conseille de s'adresser à l'entreprise productrice... Un jeu de mots populaire circule, appelant à « attraper le voleur », en référence aux factures en hausse.

En mars dernier, la livre égyptienne a été dévaluée de 13 % par rapport au dollar. Si le taux d'inflation annuel reste officiellement de 9,5 %, les prix réels à la consommation n'ont guère de rapport avec les chiffres fournis par l'État. Alors que celui-ci projette en outre l'instauration d'une TVA qui remplacerait un système flou de taxe de vente, les salaires des ouvriers et des employés, eux, ne progressent pas.

LA MULTIPLICATION DES PROTESTATIONS

Le salaire et sa part variable, les primes versées avec des mois de retard, ont provoqué chaque année des centaines de mouvements de grèves et des sit-in dans les grandes entreprises, de l'industrie pétrolière aux cimenteries, au BTP et au textile. L'automne 2015 a été marqué par d'importantes manifestations

de salariés des services publics. En effet, al-Sissi avait promis pour septembre 2015 une hausse de 10 % du bonus, cette prime d'intéressement aux bénéficiaires garantie en principe par la loi, mais servant sans cesse de variable d'ajustement budgétaire aux dirigeants des entreprises ou des sociétés de services publics. Dans les transports, chez les médecins hospitaliers de la Compagnie d'État d'assurance de santé, les bas salaires ont été le motif de grèves et manifestations, en dépit des lois les interdisant, dont une nouvelle loi dite « 18 » qui est venue en renforcer l'arsenal. La grève elle-même est interdite par une loi datant de 2013. Elle peut motiver une mise à la retraite anticipée et peut être assimilée, pour les nombreux travailleurs sans contrat, à une « protestation politique », avec les conséquences que cela entraîne.

Ainsi, les 5 000 salariés de l'entreprise privée de conditionnement alimentaire Jawhara, à Beheira, dans le delta du Nil, ont cessé le travail en novembre 2015 contre les bas salaires et les primes, non payées depuis trois ans. Dans cette entreprise profitable, où sont emballés des snacks, pâtisseries industrielles et sucreries, certains salaires ne dépassent pas 500 livres égyptiennes (LE) par mois (moins de 50 euros). Fin décembre, un tiers des 3 000 ouvriers d'Egyptalum Company, la plus grosse entreprise de production d'aluminium du pays, située à Nagaa Hammady dans le gouvernorat de Qena, ont fait grève pour obtenir les douze mois de primes de rendement promises, menaçant de lancer la grève totale. Ils reprochaient également à la direction sa mauvaise gestion, réclamant la démission du président du conseil d'administration, de deux vice-présidents, et du

responsable du syndicat local.

Au même moment, plusieurs centaines d'ouvriers faisaient grève aux fours et à l'unité de frittage de l'aciérie Iron & Steel Company, usine de 11 000 ouvriers située à Helouan, au sud du Caire ; ils reprochaient à la direction d'avoir par sa négligence entraîné des pertes pour la société, et d'en tirer prétexte pour ne pas verser les neuf mois de primes dus. Là aussi, ils revendiquaient la démission du président du conseil d'administration, et la réintégration des ouvriers licenciés ou déplacés à la suite des mouvements précédents, et demandaient la dissolution du comité local du syndicat. Au même moment, l'usine textile privatisée Shebin al-Kom, dans le gouvernorat du Menoufiya, dans le delta, était touchée par une grève de 1 500 ouvriers et ouvrières, qui demandaient que la direction accroisse la production, alors que celle-ci n'utilise que 50 % des capacités, et que leurs camarades licenciés ou mis à la retraite anticipée soient réintégrés.

En décembre également, sur l'ensemble du pays, les travailleurs de Petrotrade Company, qui distribue le gaz et encaisse les paiements des particuliers, par l'intermédiaire de 18 000 employés répartis en 56 succursales, étaient en grève dans plusieurs d'entre elles. Dans certaines, les grèves ont continué trois semaines durant en janvier, touchant 52 succursales au total dont celles d'Alexandrie, du Caire et d'Assiout, dans le sud. Les travailleurs exigeaient l'application de l'accord signé depuis 2011, qui entraînerait l'augmentation des salaires et des primes, ainsi que la réintégration de 25 travailleurs licenciés, dont des militants syndicaux. Leur salaire de collecteurs du paiement du gaz domestique étant, pour les



Des ouvriers du textile en grève pour l'application du salaire minimum, la démission de leur directeur et le paiement des primes annuelles à Mahalla al-Kubra, en février 2014.

embauchés avec contrat, de 2500 LE par mois (249 euros au cours officiel, beaucoup moins dans la réalité), ils ont été révoltés de voir leurs directeurs s'accorder, en mars, entre 10 000 et 100 000 LE, du fait de primes arbitraires.

Un gréviste déclarait ainsi sur un site : « *Comment peut-on vivre avec ces quelques centaines de livres alors que les prix augmentent de façon démentielle ? Pourquoi le gouvernement laisse-t-il les patrons dévorer les travailleurs tout vivants ? Et le problème n'existe pas que chez Petrotrade mais dans toutes les entreprises où les patrons tentent d'apaiser la colère par des promesses de primes occasionnelles.* » Brandissant des portraits d'al-Sissi, les travailleurs demandaient son intervention contre les dirigeants corrompus, avec pour seul résultat le dépôt de 150 plaintes contre des grévistes. Mais Petrotrade n'en a pas été quitte pour autant, puisque l'entreprise aurait perdu 80 millions de LE pendant le mouvement.

Au même moment, les

travailleurs du métro du Caire cessaient le travail contre une réduction arbitraire de 30% de leur salaire et de leurs primes. Au sud d'Assouan, dans le secteur d'Armant, les dockers et les ouvriers de maintenance de la Compagnie du Canal et du Nil ont fait grève pour obtenir la parité avec leurs collègues de Suez. À Suez, c'est à la Petroleum Production que les travailleurs ont fait grève, début janvier, pour que leur ancienneté soit comptée dès leur entrée dans l'entreprise et non, comme la direction l'avait tenté, depuis la signature du nouveau contrat. À l'usine de coke de Nasser City, au sud-est du Caire, 2 300 ouvriers ont cessé le travail six jours durant, réclamant le paiement des primes dues, ainsi que la publication, par la direction, de rapports détaillés sur l'activité. Demandant la démission du patron de la holding, ils ont été reçus en délégation par des officiels, puis par la police en armes.

En mars 2016 encore, des grèves ont repris dans le secteur public. Dans le district

d'Alexandrie, les chauffeurs de bus, protestant contre les amendes sur salaire à répétition pour cause de bus endommagé ou simplement en réparation, se sont vu envoyer l'armée. À Assouan, les salariés du service de nettoyage des rues ont fait grève huit jours pour exiger des contrats à temps plein, alors que nombre d'entre eux sont précaires depuis plus de cinq ans, et de ce fait privés de certaines primes, d'accès aux assurances sociales, du droit de se syndiquer. Pour toute réponse, le préfet a appelé la population à... nettoyer elle-même les rues!

Enfin, dans le delta, depuis octobre 2015, les grandes usines de textile ont été touchées. 14 000 ouvriers sur les 17 000 de celle de Mahalla al-Kubra, puis 7 000 ouvriers de celle de Kafr al-Dawar, ont fait grève sur la question des primes non versées et la mauvaise gestion des dirigeants. La contagion s'est étendue à l'entreprise textile Samanoud Felt, à Gharbiya, là également contre le licenciement de militants syndicaux, et à Damanhour

Carpet, où certains salariés, touchant autour de 400 LE, n'ont pas reçu certaines primes du fait de l'arrêt de lignes de production. Début avril, cette vague de grèves se poursuivait à la Nile Cotton Ginning Company.

La classe ouvrière égyptienne, qu'elle ait ou non cru les promesses d'instauration d'un salaire minimum ou de re-nationalisation d'entreprises privatisées dans les dernières années de pouvoir de Moubarak avec à la clé des milliers de suppressions d'emplois, est la première victime de la politique d'austérité appliquée sans le dire par al-Sissi. Les travailleurs réclament donc à nouveau leur dû, et ni les promesses d'augmentations éternellement renouvelées, ni les dérivatifs politiques, comme le simulacre d'élections législatives, ni la poursuite de la répression ne semblent les faire taire.

UNE DICTATURE NÉCESSAIRE À LA BOURGEOISIE ÉGYPTIENNE ET À L'IMPÉRIALISME

L'État et les médias poursuivent, en direction de la population, leur campagne sur la nécessité de « faire tourner la roue de la production », et agitent en permanence le risque d'attentats terroristes. La presse se fait l'écho des affrontements ou des attentats dans le nord du Sinaï, qui se concluent par la mort de soldats égyptiens et de djihadistes. Le tourisme dans la région, mais aussi dans les stations balnéaires de la mer Rouge, s'en ressent évidemment. Les discours présidentiels sur la

« lutte contre le terrorisme », en tentant de faire peur, visent évidemment à détourner des millions de travailleurs de la lutte pour la survie quotidienne, même s'ils n'y parviennent qu'en partie.

Cinq ans après le départ de Moubarak sous la pression de ce qu'on a nommé le « printemps arabe », c'est une dictature militaire semblable, voire pire, qui s'est rétablie sous l'égide de al-Sissi. La répression dont a été victime le jeune Italien, tout comme un enseignant français il y a trois ans, n'est qu'un exemple de ce que subissent en permanence de très nombreux Égyptiens. Elle est le moyen utilisé par la dictature pour tenter de tenir en respect la population et de lui faire accepter sa misère quotidienne, même si elle ne réussit pas vraiment à empêcher les grèves et les protestations. Elle est nécessaire non seulement à la bourgeoisie égyptienne, mais aussi à l'impérialisme en général.

Al-Sissi lui-même s'est chargé de le rappeler au président français Hollande, venu le 17 avril au Caire, notamment pour y négocier des contrats d'armement. Suite aux affaires concernant le jeune Italien et le jeune Français, celui-ci se devait de faire une déclaration hypocrite sur la nécessité pour le régime de respecter les droits de l'homme. « Les normes européennes ne peuvent s'appliquer à des pays en difficulté comme l'Égypte », lui a répondu al-Sissi visiblement agacé. Et d'ajouter : « Je veux préciser une chose importante à l'adresse des Européens mais aussi des Égyptiens. Notre travail est de protéger une nation de 90 millions d'habitants. Vous ne pouvez même pas imaginer ce

qui arriverait au monde entier si ce pays s'écroulait. »

La dictature de l'armée égyptienne, revenue au pouvoir sous la direction d'al-Sissi, est le moyen de tenter d'assurer la stabilité de l'Égypte, une stabilité nécessaire non seulement aux bonnes affaires de la bourgeoisie locale, mais aussi à celles des bourgeoisies impérialistes, et plus généralement à l'ordre impérialiste lui-même. On le voit, un al-Sissi en est très conscient et ne se prive pas de dire à Hollande que ses leçons de morale sont superflues : si lui, al-Sissi, ne tenait pas le pays sous sa main de fer, on assisterait peut-être à une explosion sociale et politique qui aurait des conséquences incalculables au Moyen-Orient et au-delà. Hollande et les autres dirigeants impérialistes le savent d'ailleurs très bien, qui ne font pas la fine bouche trop longtemps et savent en venir rapidement aux questions importantes, comme celle des ventes d'armes nécessaires pour que la dictature puisse jouer son rôle, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Reste que, malgré la dictature, bien des travailleurs continuent de lutter pour « le pain, la liberté et la justice sociale », selon le slogan des manifestations de 2011. Malgré une dure expérience, malgré les désillusions, cette classe ouvrière égyptienne qui avait commencé à se manifester par des grèves bien avant le « printemps arabe » de 2011, est loin d'être brisée. Tant mieux, car seules ses luttes, son organisation et sa conscience peuvent être un espoir pour l'avenir.

19 avril 2016



Partisans et adversaires de l'arrivée des migrants en Allemagne.





Allemagne: l'extrême droite exploite la tragédie des migrants

Ces dernières années plusieurs pays européens, y compris d'Europe occidentale, connaissent une poussée de l'extrême droite. Les raisons sont partout à peu près les mêmes. Alors que la crise de l'économie capitaliste fait des ravages, plongeant toujours plus de monde dans la précarité, le chômage, les bas salaires et la misère, les partis politiques incapables d'apporter la moindre solution à ces problèmes inspirent toujours plus de dégoût. En l'absence de mouvement ouvrier politique capable d'ouvrir à la société une autre perspective, les forces rétrogrades gagnent du terrain, s'efforçant de passer pour hors système.

Il est significatif qu'aux États-Unis aussi, Donald Trump, milliardaire ultra-réactionnaire qui ne recule devant aucune infamie raciste ou misogynie et crée le scandale simplement pour paraître opposé à l'establishment, semble s'imposer aux Républicains. En Europe, la montée d'extrême droite est particulièrement nette et brutale dans sa partie orientale, plus pauvre, et où les rapports sociaux et politiques prennent un caractère plus brutal et cru. En Pologne, en République tchèque, en Slovaquie ou en Hongrie, l'extrême droite a été directement associée au gouvernement. Dans ce contexte, l'Espagne et la Grèce, avec les succès respectivement de Syriza et Podemos, ont fini par faire quasiment figure d'exception. Mais l'Allemagne également échappait jusque-là à l'évolution réactionnaire, ce qui pouvait paraître étonnant, le pays n'ayant pas connu de mouvement social d'ampleur.

L'ÉMERGENCE TRÈS RÉCENTE EN ALLEMAGNE DE L'EXTRÊME DROITE

Les succès électoraux du Front national en France constituent bien entendu une illustration de ce glissement vers la droite quasiment général en Europe. Il existe ici depuis des décennies des noyaux d'extrême droite, anciens de l'OAS, nostalgiques de l'Algérie française, groupuscules prêts à faire le coup de poing, catholiques intégristes, etc. Même si tout ce milieu reste jusqu'à aujourd'hui très divisé, depuis les années 1980 Le Pen père a réussi à l'unifier plus ou moins dans son parti.

Ce n'est pas du tout la même situation en Allemagne. Il y existe certes, depuis longtemps, des groupuscules d'extrême droite violents, parfois néonazis, mais ce sont justement des groupuscules: marginaux, coupés de la population, pratiquement sans influence politique. Le parti le plus connu, le NPD, qui comptait moins de 0,4% des voix avant 2002, en a recueilli 1,3% aux législatives de 2013. Il

était plus difficile que se constitue en Allemagne un phénomène du type Front national, d'abord du point de vue de ce qu'on avait ou non le droit de dire en Allemagne (les propos d'un Le Pen sur les chambres à gaz y seraient inimaginables), mais la situation était différente aussi du point de vue de l'encadrement: seuls quelques éléments fascistes pouvaient oser se réunir autour de la mémoire d'Hitler, ils ne pouvaient former la base d'un parti. Plus profondément peut-être, c'est justement le passé nazi, plus précisément le choix d'assumer ce passé et de le rendre extrêmement présent dans toute la société, vie politique, enseignement, films, ouvrages, villes et musées, qui a contribué à faire longtemps de l'Allemagne un pays relativement imperméable à la démagogie d'extrême droite.

En tout cas, tandis que depuis bientôt trois décennies le Front national pèse sur la vie politique française et marque l'opinion, il n'y avait rien de comparable en Allemagne. Hélas, là-bas aussi la parole raciste se

libère et le temps où l'extrême droite était marginale est peut-être en passe d'être révolu.

Il y a d'abord eu les manifestations organisées par Pegida à partir de l'automne 2014 à Dresde (Saxe, Est). Et même si ce mouvement n'a pas réussi à essaimer et est resté limité à cette région qui est le bastion de l'extrême droite, Pegida a réuni plusieurs milliers de manifestants tous les lundis pendant des mois, et même 25 000 en janvier 2015 après la tuerie de *Charlie Hebdo*. La relative ampleur du phénomène, avec la présence de manifestants non encartés et de milieu populaire, est en soi quelque chose de différent et de plus inquiétant que l'action de groupuscules ultra-minoritaires. Pendant tout un temps, les activistes d'extrême droite, qui appelaient à ces manifestations et les encadraient, n'y étaient pas majoritaires. Nombre de petites gens, chômeurs, retraités ou travailleurs pauvres refusaient (au moins au départ) toute accointance avec l'extrême droite, rejoignant les manifestants par désorientation certes, et surtout par hostilité à la caste politique et aux privilégiés, par rage de la misère contre laquelle ils se battent.

Cependant dès février ou mars 2015 les manifestations refluent, des scandales conduisent au retrait des organisateurs et, au plus tard à l'été 2015, Pegida semblait avoir vécu.

EN 2016, PERCÉE ELECTORALE DE L'AFD, L'ALTERNATIVE POUR L'ALLEMAGNE

Au même moment, à l'été 2015, le parti AFD (Alternative für Deutschland, Alternative pour l'Allemagne), qui se faisait l'expression politique de la même mouvance en version moins brutale ou plus respec-

table, était également donné pour mort, rongé par des querelles intestines.

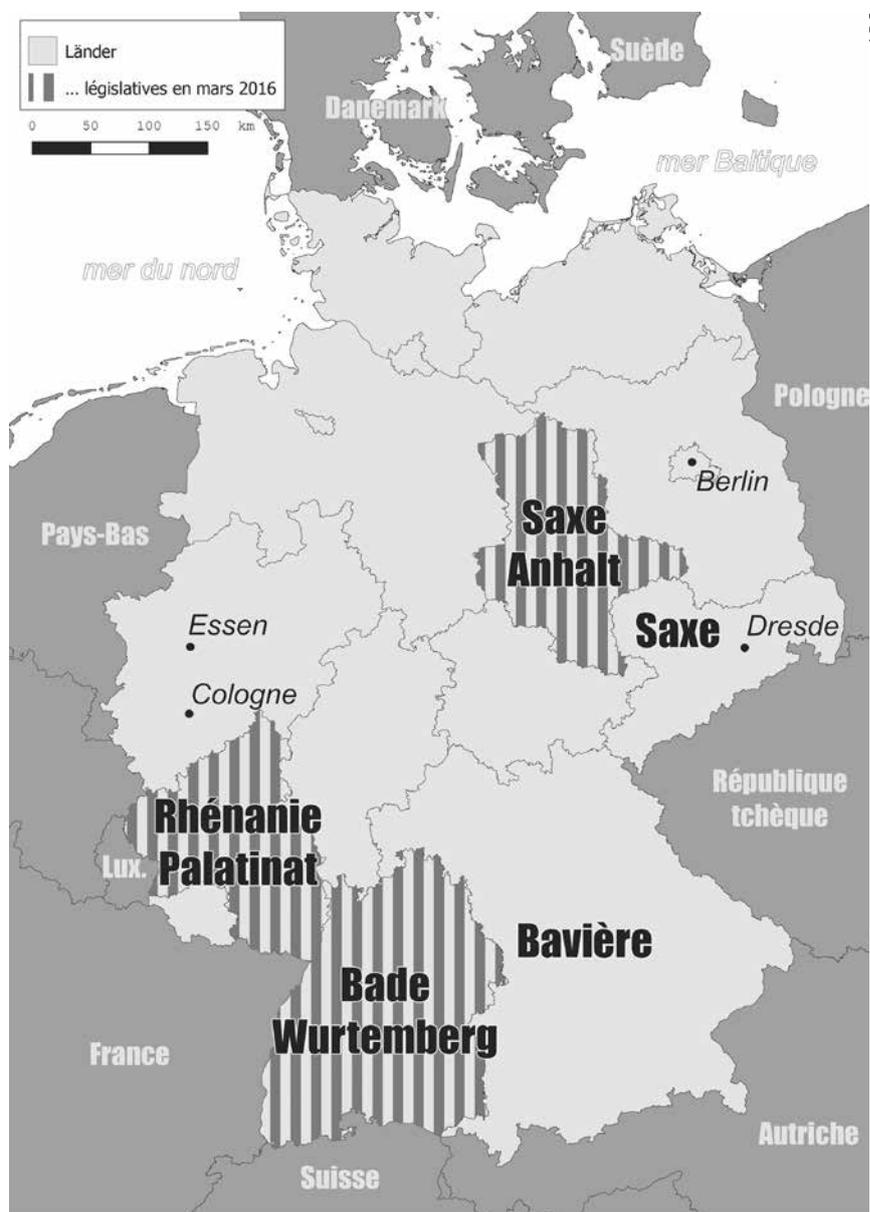
L'arrivée massive de réfugiés a été la planche de salut de ce parti qui vitupère contre l'accueil des réfugiés.

Créé en 2013 par un universitaire comme parti eurosceptique, l'AFD reprenait aussi des éléments de critique sociale et ne se présentait pas comme d'extrême droite. Il a pris ce virage récemment, à l'été 2015, se saisissant avec opportunisme de la crise des réfugiés.

Quoi qu'il en soit, après les manifestations de Pegida, dans une ambiance marquée par

une sourde inquiétude concernant la manière d'intégrer plus d'un million de réfugiés arrivés en quelques mois, une ambiance altérée d'autre part par des attaques contre de futurs foyers de demandeurs d'asile, dont des incendies (estimés à 92 en 2015), sur fond de hausse des actes de violence à caractère raciste (plus de 500 agressions de migrants en 2015), sur cette situation est donc venu se greffer le succès électoral de l'AFD, succès inédit pour un parti d'extrême droite.

L'AFD, qui n'existait pas lors des précédentes élections régionales, a directement recueilli, lors des élections du 13 mars



Carte des élections législatives de mars 2016.

2016, 15,1% des suffrages dans le Bade-Wurtemberg (grand Land ou État-région de l'Ouest), 12,6% en Rhénanie-Palatinat (Ouest), et 24,3% en Saxe-Anhalt (Est), bastion de l'extrême droite. Cela dans le contexte d'une nette augmentation de la participation électorale, de l'ordre de 10% dans deux des Länder. On estime que près d'un tiers des voix obtenues par l'AFD viennent de ces abstentionnistes. Cette fois, ils se sont déplacés pour voter, et beaucoup l'ont fait pour donner leur voix à l'AFD. Les résultats ont créé un choc, pas seulement à cause de l'AFD, mais parce que tous les déplacements de voix ont été massifs : les grands partis CDU, SPD et aussi les Verts perdant, selon les régions, parfois plus de 10% des voix par rapport au précédent scrutin, et l'ensemble donnant une impression erratique, échappant à l'analyse, sinon celle d'un discrédit généralisé. Par exemple, dans deux des régions, le SPD en est réduit à une dizaine de pour cent des voix, mais en Rhénanie-Palatinat il arrive en tête avec 36,2%. Quant à la CDU (le parti de Merkel), beaucoup ont interprété son échec comme une sanction contre sa politique migratoire, alors qu'en réalité les deux candidats, l'un des Verts et l'autre du SPD, qui ont fait une campagne de soutien affirmé à cette politique migratoire ouverte de Merkel, ont justement été réélus (contre des candidats de la CDU très critiques de sa politique vis-à-vis des réfugiés). Reste que l'extrême droite, jusque-là marginale, compte désormais des élus dans cinq Parlements régionaux.

L'AFD a gagné du terrain partout, y compris à l'Ouest, ce qui est inédit. Reste que, sans surprise, elle engrange ses succès les plus importants à l'Est, dans les régions où le chômage est le plus élevé, la misère la plus pesante. Car, première puissance économique du conti-

nent, l'Allemagne est aussi le pays où les inégalités sont les plus criantes et, dans certaines régions, la misère est installée depuis longtemps.

De petites gens ont perdu l'espoir de voir s'améliorer leur situation, et c'est l'un des facteurs du succès de l'AFD. La déconsidération politique touche tous les partis, tous associés d'une manière ou d'une autre au pouvoir. Le gouvernement fédéral est dirigé par des coalitions depuis une dizaine d'années, mais avec l'effondrement du SPD et l'éparpillement des voix, les Länder sont également fréquemment gouvernés par des coalitions multicolores, comprenant toujours plus de partenaires. Des coalitions parfois improbables, chacun étant disposé à gouverner avec à peu près tous les autres.

Si Die Linke, la gauche dite radicale, n'est pas épargnée par le discrédit, notamment dans ces régions de l'Est qui étaient ses places fortes, c'est qu'elle aussi a beau avoir un langage différent, elle mène la même politique d'austérité que les autres. Ainsi, en Thuringe, le gouvernement dirigé par Die Linke prévoit de supprimer d'ici 2020 pas moins de 8 800 emplois dans les services publics. Petite enfance, écoles, collèges, lycées, universités, police, pompiers relevant des compétences du Land, ce sont des services vitaux pour la population qui sont visés. Peut-être ce chiffre de 8 800 postes sera-t-il revu à la baisse pour faire face à l'arrivée des réfugiés, mais on voit dans quel sens le vent souffle. Dans le Land de Brandebourg (nord-est), Die Linke appartient à la coalition gouvernementale qui veut faire faire 24 millions d'économies à l'éducation. Et ce qui avait auparavant marqué beaucoup d'électeurs de gauche, c'est la manière dont Die Linke a gouverné Berlin pendant huit années en commun avec le SPD (Berlin est à la

fois ville et Land) : salaires des employés communaux gelés pendant toute la période, suppressions massives de postes, économies sur le logement social, les installations sportives de proximité, les transports.

Comment, dans ces conditions, faire croire à une alternance, ou même à des différences entre les partis ?

L'AFD EXPLOITE LA CRISE DES RÉFUGIÉS

Ainsi en Allemagne aussi, l'AFD incarne la plus récente des illusions électorales. Parti de démagogues, son discours diffère entre l'Est et l'Ouest, et même ses porte-parole n'ont pas la même origine sociale. Plus de colère à l'Est, des slogans contre « la presse menteuse » – expression qui en Allemagne a une consonance particulière, étant reprise des nazis – et aussi quelques revendications sociales. Quand, pour la représenter à l'Est, l'AFD choisit un patron de petite entreprise qui a fait faillite, à l'Ouest le discours se veut plus respectable, plus policé, un candidat peut être professeur d'économie à l'université. Des deux côtés, le même ton antinotables, prétendument antisystème.

Quoi qu'il en soit, dans un contexte où, même si Angela Merkel recueille encore plus de 50% d'opinions favorables, la déconsidération des partis gouvernementaux s'est aggravée avec l'arrivée massive de migrants en raison du chaos qui s'est ensuivi, les pouvoirs publics débordés donnant le sentiment d'être incapables de gérer la situation. Cela d'autant plus que, pour y faire face au moins en partie, les services publics déjà en sous-effectif chronique ont été réduits encore pour déplacer du personnel vers l'accueil des réfugiés. Nombre d'employés des administrations publiques, de

travailleurs sociaux, d'enseignants ont été éloignés de leur fonction habituelle, des services d'accueil de certaines administrations ont été purement et simplement fermés pour des semaines, afin de gérer tant bien que mal l'arrivée des migrants. Dans ce contexte, tandis que, depuis longtemps, une partie de la population se sent abandonnée par les pouvoirs publics, l'extrême droite a multiplié les discours mensongers sur les réfugiés « pour qui on fait tout tandis qu'on laisse s'enfoncer la population ».

Dans la partie orientale de l'Allemagne, l'ex-RDA particulièrement bousculée par l'histoire, la référence aux vingt-cinq ans écoulés depuis la réunification, un quart de siècle et de si grands espoirs balayés un à un, est omniprésente. L'AFD a capitalisé une partie des désillusions, elle qui a le culot de se poser en héritière des manifestations de l'automne 1989, dont on a appris aux Allemands qu'elles avaient fait tomber le Mur et le régime. Elle n'a pas choisi par hasard de faire de chaque lundi un jour de manifestation, comme en 1989 mais aussi comme en 2003, lorsque travailleurs et chômeurs manifestaient à l'appel de syndicats et de la gauche dite radicale (Linkspartei, ancêtre de Die Linke), notamment à l'Est, contre les lois Hartz du chancelier Schröder, qui déréglèrent le travail et créèrent tant de misère. Usurpation encore de la « révolution pacifique » lorsque l'extrême droite fait reprendre le fameux slogan : « *Wir sind das Volk* » (« *Le peuple, c'est nous* »), scandé en 1989 par des centaines de milliers de manifestants qui s'adressaient aux « bonzes », les dirigeants de la RDA, pour leur dénier le droit de se réclamer du peuple.

Quand l'extrême droite fait reprendre ce cri contre les dirigeants actuels, la référence



Frauke Petry, une des porte-parole de l'AFD, le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne, devant un panneau appelant à « voter AfD ».

est dans toutes les têtes. Mais elle devient particulièrement odieuse lorsqu'elle est détournée contre des réfugiés, comme au mois de mars lorsque des néonazis ont assailli et secoué un car de migrants arrivant près de Dresde, cherchant à les terroriser aux mêmes cris de « *Wir sind das Volk* », le slogan prenant alors un sens raciste.

Quant au programme économique et social de l'AFD, pour en dire quelques mots bien que ses électeurs populaires aient dû s'y intéresser assez peu, ce programme propatronal revendique pour les entreprises la liberté de licenciement et la fin des cotisations chômage et accident du travail ; mais pour les salariés... la fin du smic et l'augmentation de l'âge de départ en retraite. Les familles monoparentales (donc généralement les mères seules), ne doivent plus recevoir d'aides de l'État, car on ne va tout de même pas encourager ce genre de modèle. Si certains ouvriers de gauche, y compris d'anciens syndicalistes écœurés, envisagent désormais de voter pour l'AFD, les militants et adhérents de ce parti se recrutent plutôt parmi les avocats, universitaires, commerçants, petits patrons (comme des garagistes ou patrons d'entreprises de sécurité). En un mot, beaucoup de ceux selon qui les ouvriers coûteraient toujours trop cher. Inutile de le

dire : s'il se fait aussi l'expression d'une rage impuissante, ce parti n'apportera pas l'ombre d'une solution aux problèmes des petites gens qui votent pour lui avant tout pour dire qu'elles ne supportent plus la précarité, la misère, et qu'elles voudraient vivre correctement.

LES ÉVÉNEMENTS DE COLOGNE DANS LA NUIT DU 31 DÉCEMBRE 2015

Comme s'ils s'étaient tenus à l'affût, les réactionnaires se sont précipités sur les événements du 31 décembre 2015, plastronnant que cela leur donnait raison, instrumentalisant les faits pour faire prospérer leur idéologie. Que s'est-il passé le soir du 31 décembre dans plusieurs villes, et plus massivement à Cologne ? Alors que des milliers de gens se retrouvaient pour faire la fête sur l'une des principales places de cette ville de Rhénanie, des groupes mobiles et apparemment organisés de plusieurs dizaines de jeunes hommes, souvent fortement alcoolisés et nullement impressionnés par les forces de l'ordre, s'en sont pris d'abord à la foule, jetant sur elle bouteilles de verre, pétards et feux d'artifice. Au total plusieurs centaines, ils se comportaient davantage comme des hooligans ou des

malfrats que comme des réfugiés fraîchement débarqués. Par groupes de quinze à vingt, ils s'en sont pris ensuite aux femmes, les isolant pour les attaquer en tant que femmes, arrachant leurs vêtements, multipliant les attouchements sexuels brutaux, tout en leur dérochant argent et portables. Plusieurs centaines de femmes ont été agressées, au milieu de la foule mais séparées d'elle, et l'ampleur du phénomène, comme son caractère imprévu, ont créé un effet de sidération.

Beaucoup d'éléments sont profondément choquants dans ces faits ; en Allemagne où les femmes ont finalement conquis le droit d'occuper l'espace public, de sortir non accompagnées à toute heure (pas partout, mais plus sans doute qu'en France), cette remise en cause brutale a créé un choc. Ce qui est choquant aussi est que cela se déroule au milieu d'une foule festive, a priori perçue comme protectrice vis-à-vis de ce genre de brutalités.

Dans les jours qui ont suivi, des associations et militants ont manifesté en dénonçant autant le sexisme que le racisme ; des réfugiés se sont rendus sur place distribuer des fleurs aux femmes en exprimant leur indignation face aux violences sexistes.

Mais le mal était fait. Et l'extrême droite a ramassé la mise. Avec un sens certain de l'opportunité, elle s'est en effet jetée sur les événements, sa vision rétrograde des femmes et de leur rôle de mère et d'épouse ne l'empêchant pas de s'auto-proclamer défenseur de leurs libertés, parlant de créer si nécessaire des milices de volontaires pour les protéger... Elle a réclamé et obtenu la tête du responsable de la police de Cologne. Et surtout, triomphante, à un moment où rien ne permettait de le dire, elle ne s'est pas gênée pour désigner immédiatement les coupables : les

réfugiés nouvellement arrivés de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan. Elle s'est essayée aussi aux amalgames répugnants, que nous entendons souvent en France mais qui existaient moins en Allemagne, tirant un trait d'égalité entre migrants et criminels. Des néonazis ont attaqué et tabassé dans la rue des réfugiés pakistanais ou syriens.

Peut-être ne saura-t-on jamais le fin mot de l'histoire, quels ont été les rôles de certains policiers, de bandes de voyous, voire de provocations de l'extrême droite ou de milieux religieux radicalisés. En tout cas, parmi les quelques jeunes hommes qui ont été inculpés par la suite, il y avait très peu de réfugiés du Moyen Orient, davantage de jeunes originaires du Maghreb. Le tabloïd *Bild* lui-même écrit que les migrants ayant fui un conflit, Irakiens, Syriens, Kurdes ou Afghans, sont sous-représentés parmi les auteurs de crime ou de délit.

Qu'à cela ne tienne, glissant du terme d'immigré à réfugié, l'extrême droite a essayé de faire que, de victimes, les réfugiés soient désormais perçus comme une sourde menace. Cela n'a pas complètement marché, dans le sens où l'opinion n'a pas basculé massivement après ces événements. Mais cela a sans doute favorisé l'AFD et fait monter les peurs, d'autant que les dirigeants politiques sont apparus une fois de plus dépassés.

LES CONSÉQUENCES POLITIQUES, QUE LES RÉFUGIÉS SONT LES PREMIERS À PAYER

Même si les hommes politiques d'Allemagne apparaissent jusque-là moins irresponsables que ceux de France qui courent derrière le Front national, il est à peu près cer-

tain que la montée de l'AFD, jointe à l'absence de perspectives que les autres formations auraient à offrir, aura des répercussions sur l'ensemble du débat politique.

La CSU, branche bavaroise de la CDU de Merkel qui se positionne toujours sur sa droite, se surpasse depuis la crise des réfugiés en termes d'attaques contre la chancelière et de propositions rétrogrades. Elle porte une grande responsabilité dans la droitisation du débat. Pratiquement depuis le jour où le gouvernement fédéral a décidé de ne pas renvoyer les réfugiés syriens vers le premier pays où ils ont mis le pied en Europe, la CSU s'est emparée de ce sujet pour faire parler d'elle, acquérir une visibilité au-delà de la Bavière et gagner de l'influence dans la grande coalition. Ses porte-parole ont rivalisé de propos provocateurs, de revendications sur un nombre maximum de réfugiés pouvant être accueillis, exigeant de rétablir les frontières puis de rendre les lois d'asile plus restrictives. Notons que le porte-parole de ce parti profondément réactionnaire, Seehofer, chiffre le quota de réfugiés à accueillir dorénavant chaque année en Allemagne entre 100 000 et 200 000 personnes, loin au-dessus cependant des peut-être 30 000 en deux ans promis par le socialiste Hollande... Reste qu'en banalisant des propos qui n'existaient guère en Allemagne, la CSU n'a pas peu contribué à rendre acceptables les mêmes propos tenus par l'AFD.

Du côté des sociaux-démocrates, le SPD fait mine de défendre les petites gens... d'Allemagne, expliquant qu'il faut éviter que les pauvres n'aient l'impression que l'argent existe uniquement pour les réfugiés, ce qui pourrait aboutir à une guerre entre pauvres et réfugiés ! Outre l'hypocrisie de l'argumentation, sous-entendre

que « des Allemands » seraient défavorisés... au profit des migrants est une autre manière de distiller le poison de la division et du nationalisme. Dans la ville de Essen, une partie du SPD en apporte d'ailleurs une illustration en organisant des manifestations contre l'installation de nouveaux hébergements de réfugiés dans le nord de la ville, sous le titre « Le Nord est plein », expliquant que dans les quartiers nord, il y a déjà « *trop de pauvres, d'étrangers et de criminels* ». Il propose d'y construire, plutôt que des foyers, un port de plaisance !

Quant à Merkel, elle avait tenu sa position d'ouverture à l'égard des réfugiés contre l'hostilité de l'AFD montante et la fronde d'une aile de son parti, expliquant à de nombreuses reprises être opposée à toute restriction du droit d'asile, réaffirmant que ce droit est inaliénable, qu'on ne peut le refuser à une personne fuyant la guerre sous prétexte qu'il n'y aurait plus de place. Contre la CSU et une partie de la CDU, elle a dit et répété qu'elle se refusait à fixer par avance une limite supérieure au nombre de réfugiés pouvant être accueillis. Elle a répété « *nous y arriverons* » quand nombre de responsables politiques répliquaient « *nous n'y arrivons pas* ». Il est vrai que son gouvernement n'a pas transféré aux communes et régions les moyens pour faire face aux frais occasionnés, et les collectivités se retrouvent donc à devoir gérer avec les moyens du bord de grosses difficultés matérielles. Mais le 31 décembre encore, juste avant Cologne, elle parlait dans son allocution télévisée de « la chance » que représentaient les réfugiés pour le pays.

Pourtant vers la fin 2015, le flux de migrants ne se tarissant pas et la plupart des autres États de l'Union européenne refusant obstinément d'en prendre une

part, tandis qu'au niveau inférieur le parti de la chancelière, la CDU, menaçait de se scinder, que le parti dit « frère », la CSU bavaroise, se mettait à critiquer toujours plus vertement l'action de la chancelière, avec un vocabulaire et des arguments que ne renieraient pas l'extrême droite, Merkel a commencé à infléchir sa politique migratoire. Là-dessus survinrent les événements du 31 décembre, qui accélèrent l'évolution.

Les règles du regroupement familial ont été durcies, ce qui est dramatique notamment pour les femmes et enfants et les anciens, dont l'espoir était de pouvoir suivre les hommes par une voie légale, sans prendre de risques. Le droit d'asile a été restreint, les dirigeants politiques décrétant comme sûrs de nouveaux pays d'origine, d'abord le Kosovo, puis pratiquement tous les Balkans, aujourd'hui le Maghreb et demain peut-être certaines régions d'Afghanistan. Quand un pays est déclaré sûr, il est bien difficile d'obtenir l'asile. Chaque puissance européenne possède sa propre liste de pays dits sûrs, qui est adaptée en fonction des flux migratoires. Pour dire les choses crûment, lorsque beaucoup de réfugiés arrivent d'un pays, il ne faut en général pas longtemps pour que le pays d'arrivée le classifie comme pays sûr. Le cynisme des dirigeants européens n'a pas de limite. Enfin, l'État allemand a commencé une campagne pour convaincre les candidats à la migration que l'Allemagne n'est pas l'eldorado dont ils rêvent. Pour les décourager, des vidéos circulent dans les pays d'origine, comme l'Afghanistan. Et sans doute peut-on voir aussi une forme de campagne dans les conditions matérielles d'accueil qui se dégradent en Allemagne, des aides données en nature et non plus en argent, les délais

sans cesse allongés avant d'être enregistré et donc de pouvoir espérer obtenir l'asile.

Les migrants, dont 3 000 ou 4 000 continuaient à arriver par jour en Allemagne en janvier, sont moins nombreux actuellement, coincés en Grèce ou pour certains déjà embarqués de force vers la Turquie. Car le plus abject est l'accord négocié par Merkel avec Erdogan, validé par l'UE et entré en vigueur dès le 20 mars, qui vise à envoyer en Turquie les réfugiés qui ont réussi à arriver jusqu'en Grèce et voudraient poursuivre leur route vers une nouvelle vie.

Ainsi, l'extrême droite a su se servir de la tragédie que vivent les réfugiés comme d'un catalyseur. Dans ce pays dans lequel elle n'arrivait pas jusque-là à prendre pied, l'arrivée massive de réfugiés a été la voie lui permettant de gagner du terrain, et elle essaie d'en faire un capital politique. Certains de ses électeurs appartiennent à la classe ouvrière. En ce qui les concerne, leur exaspération, leur désespoir parfois, étaient là, et sans les réfugiés l'extrême droite aurait cherché une autre voie pour se faire entendre d'eux aussi. Car sur le terrain de la démagogie et de l'exploitation des peurs, elle est prête à faire feu de tout bois. Si l'Allemagne a relativement échappé pendant des années au poison des idées xénophobes et de l'idéologie d'extrême droite, le constat est amer, mais il n'y a au fond pas de raison, en l'absence de mouvement ouvrier, qu'elle y échappe définitivement. Le seul antidote serait dans la renaissance d'un mouvement politique de la classe ouvrière, assez puissant pour lui redonner confiance en ses capacités, et suffisamment conscient pour ouvrir de nouvelles perspectives à l'ensemble de la société.

18 avril 2016



Bolloré : itinéraire d'un capitaliste français

«Depuis qu'il a mis la main sur Vivendi et Canal Plus, on oublierait presque que Vincent Bolloré est un homme d'usines, de bateaux et de ports maritimes. Un industriel, donc, et un investisseur génial qui multiplie depuis plusieurs décennies les coups de Bourse.» Cet extrait des Échos (8 janvier 2016), dont l'enthousiasme pour le capitaliste Bolloré n'est pas étonnant venant de ce journal patronal, énonce au moins une vérité : Canal+ ou ses Autolib', largement connus, ne forment que la partie émergée de l'iceberg qu'est son groupe. Celui-ci domine le secteur du transport et de la logistique en Afrique de l'Ouest, possède des dizaines de milliers d'hectares de plantations de palmiers à huile et d'hévéas en Afrique et en Asie, sans parler des usines de production de film plastique et de batteries au lithium, et de son omniprésence dans les médias. Il emploie 55 000 personnes dans le monde et affiche un chiffre d'affaires de 10,6 milliards d'euros.

Bolloré se place au neuvième rang dans le classement des plus riches familles bourgeoises françaises. Il est certes loin derrière Liliane Bettencourt, Bernard Arnault ou Mulliez, mais les 11 milliards d'euros qu'il possède sont tout de même supérieurs au PIB annuel du Tchad ou du Mali.

Exploitation de travailleurs aux quatre coins de la planète; amitiés avec des politiciens de droite et de gauche, comme avec des dictateurs africains; soutien à tous les niveaux de l'État, voilà où se niche le prétendu génie de ce représentant du capitalisme français. Voilà comment il a transformé l'usine familiale de papier en une multinationale.

UNE VIEILLE FAMILLE BOURGEOISE

L'histoire de la famille Bolloré, c'est en fait celle de nombre

de familles capitalistes françaises. Les origines de la fortune des Bolloré remontent au début du 19^e siècle. Les papeteries d'Odet furent créées à Ergué-Gaberic, en Bretagne, en 1822 par Nicolas Le Marié et son beau-frère Jean-Guillaume Bolloré. À partir de 1861, elles ne furent plus dirigées que par un Bolloré, Jean-René, le neveu par alliance de Le Marié. Dès lors, de génération en génération, l'aîné de cette famille d'industriels bretons dirigea l'usine d'Odet, qui se spécialisa dans la fabrication du papier à cigarettes. En 1893 une nouvelle usine était créée, celle de Cascadec. OCB, acronyme de Odet-Cascadec-Bolloré, la marque de ce papier à cigarette, naquit en 1918 et fournit longtemps presque exclusivement les géants américains du tabac.

Les Bolloré étaient des patrons catholiques. Ouvrir les âmes des ouvriers au Sei-

gneur pour tenter de les fermer aux diaboliques tentations de la grève, tel était leur credo. En 1921, une chapelle fut construite à l'entrée de l'usine d'Odet et la messe devint obligatoire pour tout le monde. Quelques années plus tard, ils construisirent une école « libre » – donc catholique – gratuite et... obligatoire pour les enfants de leurs ouvriers. On raconte qu'un ouvrier qui avait refusé d'y envoyer ses enfants fut licencié. En 1926, pour contrer la « mauvaise » influence du syndicat CGT, la famille créa un patronage, sorte de club d'activités sportives et culturelles dont la devise était : « C'est nous la noble race des gymnastes croyants, pour suivre notre trace faut marcher avant ». Tout un programme... patronal !

Fabricants de papier de misels et de papier à cigarettes, les Bolloré devinrent plus tard également fournisseurs des édi-

teurs Calmann-Lévy, puis Gallimard. La fortune familiale continua ainsi à grossir sur l'exploitation des ouvriers : une bonne partie était encore payée à l'heure en 1941 ; le travail à domicile pour la confection des cahiers de feuilles de cigarettes existait toujours en 1947. Et, comme le dit un ancien ouvrier, avant 1968 la paye était à peine plus grosse que celle de ceux qui travaillaient à la ferme⁽¹⁾. C'est dire !

UNE ASCENSION RAPIDE GRÂCE À SES RÉSEAUX D'AMIS

Dans le monde bourgeois, un bon réseau d'amis est la clé de la longévité de sa fortune. Ceux que recevait Michel Bolloré (1922-1997), le père de Vincent, dans son hôtel particulier du 16^e arrondissement, se nommaient Edmond de Rothschild, comte Édouard de Ribes, Roger Frey, ancien ministre de l'Intérieur du général de Gaulle, ou encore Jean Delorme, alors patron d'Air Liquide. Il comptait aussi parmi ses relations le baron Empain, qui dirigeait alors le groupe Empain-Schneider. Il reçut Pompidou, un proche de de Gaulle, futur président de la République, alors directeur général de la banque Rothschild. Bien avant les vacances de luxe offertes par le fils aux Sarkozy, le père offrait souvent aux Pompidou des vacances dans une des propriétés familiales, celle du Loc'h, son île privée de l'archipel de Glénan.

Vincent Bolloré, né en 1952, travailla d'abord pour un petit établissement bancaire appartenant au baron Empain, puis pour la Compagnie financière Edmond de Rothschild, continuant surtout à vivre sur ce

⁽¹⁾ Témoignage de Hervé Gaonac'h, sécheur à la papeterie d'Odet de 1966 à 2003, disponible sur le site de Grand Terrier (<http://grandterrier.net>).

que rapportaient les papeteries familiales dont il devint le propriétaire à égalité avec son frère. Le papier à cigarettes et le papier pour condensateurs ne faisant plus suffisamment recette, les usines bretonnes s'orientèrent progressivement vers la production de film plastique ultrafin. Au début des années 1970, avec la crise, arrivèrent les difficultés que seuls les ouvriers subirent. Beaucoup furent en effet licenciés. 1 350 personnes travaillaient dans les papeteries en 1975 ; il n'en restait plus que 760 moins de dix ans plus tard.

En 1981, Vincent Bolloré reprit le groupe familial et partit à la recherche de financements, son carnet d'adresses familial l'aidant considérablement. Il bénéficia en effet des crédits ouverts par l'ami de papa, le banquier Rothschild, et des conseils d'un autre grand financier, Antoine Bernheim, un ami d'enfance de sa mère, multimillionnaire en euros et associé gérant de Lazard, banque d'affaires puissante.

Pour permettre à l'entreprise de renouer avec les profits, Bolloré agit comme tous les patrons. Il s'attaqua aux « coûts de production », par la fermeture de l'usine d'Odet et la baisse des salaires dans le reste du groupe. Mais l'argent prêté par la banque Rothschild permit surtout à Bolloré de racheter peu à peu des sociétés qui existaient bien avant lui, et de les contrôler grâce à un système de sociétés en cascades. À partir de 1985, il se lança avec succès dans des opérations boursières successives et des prises de participations dans des secteurs les plus divers. Un de ses nombreux coups spéculatifs, contre Bouygues en 1997, lui aurait rapporté plus de 2 milliards d'euros.

Au fil des années son groupe, au sein duquel il plaça sa famille, étendit ainsi ses tentacules : équipement des Au-

tolib' en 2010, démarrage de la production industrielle de batteries LMP (Lithium Métal Polymère) en 2012, contrats signés avec PSA-Citroën et Renault pour la production de voitures électriques récemment.

En juin 2014, Bolloré devint le président de Vivendi, en prenant 14 % de son capital. Déjà actionnaire majoritaire dans un grand nombre de sociétés dans le secteur des médias (Universal music, Havas, Ubisoft, Dailymotion, presse gratuite au travers de *Direct matin*, institut de sondage CSA) fin 2015, il s'offrit Canal+ et au passage, le numéro 1 des télécommunications en Italie (Telecom Italia), qu'il détient désormais à 20 %, devenant son actionnaire majoritaire. Côté médias, le patron Bolloré est donc en très bonne position pour influencer l'opinion.

LES AFFAIRES AFRICAINES : LE SOCLE DE LA FORTUNE DE BOLLORÉ

Mais, comme pour bien des fortunes de dynasties capitalistes françaises, comme Bouygues, Michelin ou Pinault, le socle de celle de Bolloré est le pillage de l'Afrique que l'État français, serviteur de la classe capitaliste, permet depuis des décennies.

Le groupe Bolloré s'implanta en Afrique à partir de 1986, avec le rachat de la Scac, Société de consignation d'affrètement et de combustibles, activité consistant à assurer le transit des marchandises entre la France et l'Afrique. La Scac fut créée au temps des colonies, par la famille Fossorier, la famille de sa première femme, puis revendue au groupe Suez. En 1986, Suez souhaita se défaire de sa participation majoritaire. Alors que plusieurs groupes étaient sur les rangs, le groupe Bolloré emporta le morceau, grâce à l'argent du banquier Bernheim.

Il s'attaqua peu après à l'un des numéros un du transport maritime vers l'Afrique, l'armateur Delmas-Vieljeux, à la tête d'une société existant depuis le Second Empire. Une bataille boursière et juridique féroce s'engagea en 1991 entre Tristan Vieljeux et Bolloré, dont ce dernier sortit vainqueur et à la tête de la totalité du groupe maritime.

Durant la même période, ce fut contre la banque Rivaud et la Socfin qui la contrôlait, qu'il lança un raid boursier. Puissance financière créée du temps de la colonisation, propriétaire de millions d'hectares de plantations en Afrique et en Asie, la Socfin, Société financière des caoutchoucs, possède depuis lors de nombreuses filiales en Afrique, au Cameroun, en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire, ou encore au Liberia, Sierra Leone, Ghana, Nigeria, République démocratique du Congo, et en Asie, au Cambodge et en Indonésie. Elle a, au fil des décennies, accumulé des milliards – à l'abri dans des paradis fiscaux les plus divers, dont Vanuatu, Guernesey, Jersey, le Luxembourg – au travers d'un écheveau de sociétés aux noms évoquant le passé colonisateur français, comme les Caoutchoucs de Padang, la Fo-

restière bordelaise, ou encore la Compagnie du Cambodge.

Devenu actionnaire de la Socfin à hauteur de 39 %, ce qui lui permet de contrôler les filiales africaines et asiatiques, Bolloré put ainsi acquérir des dizaines de milliers d'hectares d'hévéas, de caféiers, de palmiers et des usines de transformation.

Depuis 2008, l'expansion de ses plantations est continue. Mais l'augmentation de 24 % des surfaces plantées se fait au détriment des paysans. Ils subissent les pressions de la société Bolloré, qui veut accaparer leurs terres, et des États, qui l'y aident. Ceux-ci promettent emplois et indemnités, mais les paysans se retrouvent toujours ruinés. En Sierra Leone, le loyer payé par la Socfin est de 12 dollars par hectare et par an, mais il faut répartir cette somme entre l'État, la collectivité publique et les paysans, qui ne récupèrent qu'environ un dollar par an. Comme en 2013, où la police du Sierra Leone tira sur la population qui protestait contre la spoliation de ses terres par la Socfin, les pouvoirs locaux sont là pour protéger les profits de Bolloré. C'est pour résister à ces pressions que les paysans s'organisent depuis plusieurs mois en associations, dans plu-

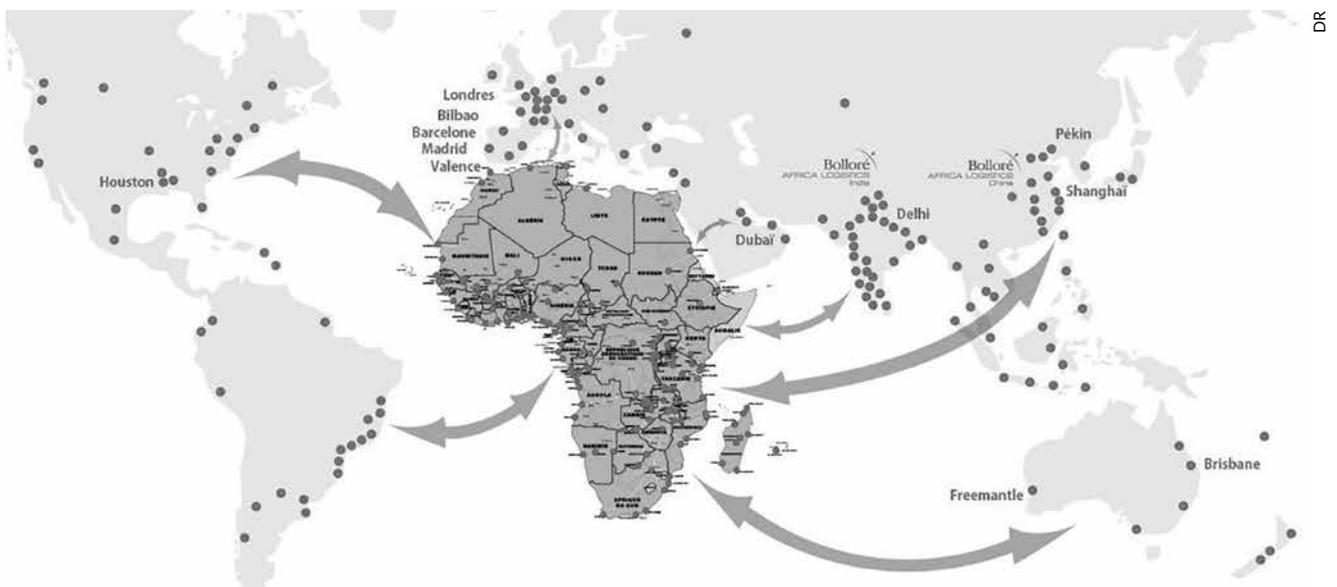
sieurs pays où sévit la Socfin, en particulier au Cameroun, au Liberia, au Cambodge et en Côte d'Ivoire, et se mobilisent en occupant des plantations.⁽²⁾

Le phénomène d'expropriation est le même en Asie. Au Cambodge, les paysans bunong se sont organisés depuis plusieurs mois pour demander réparation suite aux expropriations pratiquées par la Socfin-KCD. Un paysan exproprié témoignait : « *La compagnie nous a proposé des emplois sur la concession pour y cultiver l'hévéa. Elle paye 5 dollars par jour et si un ouvrier arrive en retard, il n'est pas payé.* » (*Le Monde*, 29 juillet 2015)

LA MANNE DES PRIVATISATIONS

Celui qui a été surnommé, en Afrique, le dernier empereur africain, s'est bien construit un véritable empire. Cet empire, il le doit aux privatisations imposées par le FMI aux États africains à partir des années 1980. En 1998, il obtint ainsi la concession de Sitarail, la compagnie exploitant l'axe ferroviaire de Ouagadougou

⁽²⁾ *Pouvoir aux travailleurs*, novembre 2014; « Sauvons la forêt », site de l'ONG ReAct, 13 décembre 2013.



À la source de l'influence de l'empire Bolloré dans le monde, le pillage de l'Afrique.

à Abidjan. Il fit de même au Cameroun avec la société ferroviaire Camrail.

Il obtint ensuite les concessions de ports, celui d'Abidjan en Côte d'Ivoire ou celui de Douala au Cameroun, et la quasi-exclusivité des concessions des ports de Conakry en Guinée à Pointe-Noire au Congo Brazzaville. Via sa filiale Bolloré Africa Logistics, il possède ainsi les infrastructures de quinze ports en Afrique. « *L'Afrique est comme une île, reliée au monde par les mers*, expliquait un ancien du groupe Bolloré en 2006. *Donc, qui tient les grues tient le continent !* »⁽³⁾ L'activité de transport et de logistique représentait 61 % du chiffre d'affaires de Bolloré en 2007.

Cette mainmise sur la chaîne de transport lui permet aujourd'hui de contrôler l'acheminement de nombreuses matières premières : bois, cacao, huile de palme, caoutchouc, ainsi que de nombreux minerais.

C'est ce que promet, à une échelle encore plus vaste, la réalisation de son dernier projet, la construction d'une ligne de chemin de fer d'une longueur de 2 700 kilomètres, reliant au Togo les morceaux de l'ancienne ligne Congo-Océan qui partent de la Côte d'Ivoire, en passant par le Burkina Faso, le Niger et le Bénin. Il a signé à la mi-août 2015, via sa filiale Bolloré Africa Logistics, un accord avec le Niger et le Bénin, portant sur un tronçon de 1 065 kilomètres, reliant Cotonou à Niamey.

Dans le cadre des conventions de concession, de construction et d'exploitation, Bolloré financerait les travaux de construction et de réhabilitation des tronçons construits à l'époque coloniale. Il prétend que tout cela sera financé sur les fonds propres du groupe. Il profitera, bien plus probable-

ment, de financements publics dans le cadre des programmes d'aides publiques pour le développement des infrastructures, comme cela a été souvent le cas. La construction de la Blue-line aidera-t-elle, ne serait-ce qu'un peu, au développement des zones traversées ? On ne peut qu'en douter. Le transport de voyageurs ne concernera, par exemple, qu'une part réduite de l'activité de la Blue-line. Certes, un tel projet pourrait constituer un progrès pour les populations. Mais il se traduira surtout par l'exploitation des travailleurs, à commencer par ceux employés à la construction du chemin de fer, et par le renforcement de l'emprise de la multinationale sur les pays concernés.

Tout cela promet en effet surtout de rapporter beaucoup d'argent à Bolloré. La future ligne doit être gérée par Benirail, une société créée en mai 2015, dont les actionnaires sont le Bénin, le Niger et Bolloré. Mais si les États béninois et nigérien sont actionnaires chacun à 10 %, le groupe du milliardaire français le sera à 80 % si aucun autre investisseur privé ne se présente, et à 40 % dans le pire des cas, si l'on peut dire.

Le transport de marchandises et de minerai devrait représenter 90 % du chiffre d'affaires de la filiale. Le transport de l'or est d'ores et déjà convoité. Il se trouve en abondance au Niger et au Burkina Faso où l'on trouve des mines industrielles, mais aussi des « creuseurs » au nombre d'un million, dont 500 000 enfants selon l'Unicef.

Toute cette région est « *riche en minerai, en coton, en hydrocarbures, et le transport de marchandises et de minerai, qui est celui qui rapporte le plus d'argent, est donc intéressant* », déclarait il y a peu Michel Roussin, conseiller du groupe, exprimant on ne peut plus clairement les vraies motivations de Bolloré, loin de ses discours

sur l'aide au développement de l'Afrique.

En moins de trente ans, le groupe Bolloré est parvenu à acquérir une position de monopole dans nombre de secteurs dans les pays de l'ancien empire colonial français, et surtout en Afrique. Il est aujourd'hui présent dans 46 pays africains et transporte entre 20 % et 30 % des exportations de cacao, de café, d'huile de palme, de coton du continent africain.

DES LIENS PRÉCIEUX AVEC LES DIRIGEANTS POLITIQUES

Dans la guerre que Bolloré mène contre ses concurrents pour récupérer des marchés, et surtout dans celle qu'il mène contre la population, paysans dépossédés, ouvriers des plantations payés une misère, ouvriers exploités par ce groupe tentaculaire, il dispose des armes efficaces que sont ses relations avec les hauts fonctionnaires, les politiciens français de tous bords et... les dictateurs africains.

En France, le groupe recrute, depuis longtemps, des hommes influents. Le plus connu est sans doute Michel Roussin, cité plus haut, un des « Messieurs Afrique » du groupe depuis plus de dix ans. Il fut directeur de cabinet du patron de la DGSE (les services secrets français), directeur de cabinet de Jacques Chirac, ministre de la Coopération (1993-1994) du gouvernement Balladur et président du Medef Afrique – une preuve, s'il en fallait, des liens existant entre État français et grands patrons.

Bolloré sait en outre qu'il peut compter sur tous les politiciens français, ceux de droite comme ceux de gauche. Ses amitiés avec le président Sarkozy ont fait la une en 2007 à propos des vacances à Malte offertes au président fraîchement

⁽³⁾« Les guerres africaines de Vincent Bolloré », *Le Monde diplomatique*, avril 2009.

élu. Ce n'était pourtant qu'un petit pourboire en récompense de grands services attendus. En octobre 2014, une information judiciaire pour trafic d'influence et corruption fut lancée à l'encontre de Bolloré, accusé d'avoir bénéficié de concessions portuaires en Afrique grâce à une intervention de Sarkozy. Évidemment, la justice n'a pas encore tranché.

Comme pour toutes ses activités africaines, Bolloré fait jouer ses réseaux afin de remporter les marchés. «*Les ministres, on les connaît tous là-bas, avouait le directeur général du groupe, Gilles Alix. Ce sont des amis. Alors, de temps en temps – je vais être clair –, on leur donne, quand ils ne sont plus ministres, la possibilité de devenir administrateurs d'une de nos filiales. C'est pour leur sauver la face. Et puis on sait qu'un jour ils peuvent redevenir ministres.*»⁽⁴⁾ On pourrait ajouter qu'il n'est pas regardant sur les agissements de ces ministres, hommes d'État et dictateurs. Les affaires sont les affaires.

C'est fort de ses relations avec Laurent Gbagbo que Bolloré obtint la concession du port d'Abidjan, puis fort de celles entretenues avec le président camerounais Paul Biya qu'il décrocha celle du port de Douala.

⁽⁴⁾ «*Les guerres africaines de Vincent Bolloré*», *Le Monde diplomatique*, avril 2009.

Celles entretenues depuis plusieurs années avec le dictateur Sassou-Nguesso lui permirent d'acquérir la concession du terminal à conteneurs du port autonome de Pointe-Noire, et ce pour vingt-sept ans.

Citons enfin des complicités dans la République démocratique du Congo de Joseph Kabila. D'après un rapport d'experts de l'ONU datant d'avril 2001, la société SDV, filiale à 100 % du groupe Bolloré, figure «*parmi les principaux maillons [d'un] réseau d'exploitation et de poursuite de la guerre. Des milliers de tonnes de colombo-tantalite [coltan, utilisé dans la fabrication des téléphones portables] ont ainsi été chargées à partir de Kigali ou ont transité par le port de mer de Dar es-Salaam.*»⁽⁵⁾

Aujourd'hui, comme l'écrivent les auteurs de *Vincent Bolloré, enquête sur un capitaliste au-dessus de tout soupçon*⁽⁶⁾, Bolloré a réussi «*à constituer un superbe réseau qui lui permet de contrôler toute la chaîne des transports en Afrique de l'Ouest : les produits [qui sortent des plantations Bolloré]*

⁽⁵⁾Rapport de l'ONU sur l'exploitation illégale des ressources naturelles en République démocratique du Congo 2001, cité dans le même numéro du *Monde diplomatique* et la revue *Impact*.

⁽⁶⁾Nathalie Raulin et Renaud Le cadre, *Vincent Bolloré, enquête sur un capitaliste au-dessus de tout soupçon*, Denoël, 2000.

sont acheminés par des camions Bolloré, transportés dans des wagons Bolloré. Arrivés au port, des grues Bolloré les entreposent sur des navires Bolloré.

UN ARCHÉTYPE DU CAPITALISTE

Rapace et prêt à s'acoquiner avec les pires dictateurs, Vincent Bolloré est à l'image de toute la classe capitaliste à laquelle il appartient. Du début du capitalisme à aujourd'hui, l'argent de la bourgeoisie n'a été tiré que de l'exploitation de millions de travailleurs dans les usines, les mines, les plantations, les chantiers du monde entier, le parasitisme de cette classe capitaliste devenant de plus en plus criant.

Si les Bolloré et autres capitalistes s'enrichissent quoi qu'il en coûte aux classes populaires et à l'ensemble de la société, c'est parce que tout le système économique, social et politique le leur permet. Ce système capitaliste permet à toute cette bourgeoisie de continuer à dominer la société, du moins jusqu'à ce que la classe ouvrière, la seule force sociale révolutionnaire, et de ce fait la seule porteuse de progrès pour l'humanité, en ait décidé autrement, et renverse cette classe parasitaire.

20 avril 2016

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement? (n° 101, 27 janvier 2006)

- Les révolutionnaires et les élections (n° 145, 12 février)



- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)

FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME, ACTUALITÉ DU COMMUNISME

- Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

IDÉES/HISTOIRE

- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Temps de travail, salaires et lutte des classes (n° 141, 10 avril 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines (n° 131, 22 février 2013)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement (n°126, 13 mai 2011)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)
- La décroissance: faire avancer la société à reculons (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)
- La grande bourgeoisie en France (n° 110, 18 avril 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,70 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver Lutte de classe ?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché aux poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

La Passerelle
16 bis, rue de la Sous-préfecture

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}
Librairie de l'arbre
13, rue des Trois-Mages

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenastr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE

Lutte ouvrière
Arbeidersstrijd
communiste trotskiste
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse :
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozerera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois : 13 \$ - un an : 26 \$
Autres pays, 6 mois : 19 \$ - un an : 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203
<http://www.the-spark.net>



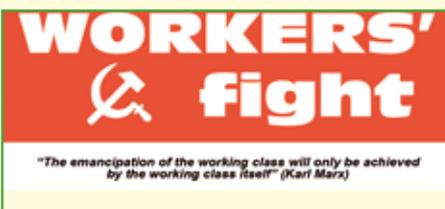
Revue trimestrielle publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix : 1,20 €
Abonnements : France - DOM TOM,
six mois : 20 € ; un an : 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement : écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail : contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an :
GB £8 - Reste de l'Europe : £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an : Pli fermé : 30,50 € - Pli ouvert : 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille - 97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugeé
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail : vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Nievo Ippolito 32-57100 LIVORNO - ITALIA
Abonnement 1 an : 12 €
<http://www.linternazionale.it> - contact
e-mail : l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance :
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>